JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DU SENAT : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ÉTRANGER : 24 F

(Compte chèque postal : 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

SESSION EXTRAORDINAIRE OUVERTE LE 27 DECEMBRE 1962

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 6^e SÉANCE

Séance du Mardi 22 Janvier 1963.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal (p. 104).
2. — Congé (p. 104).
3. — Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol ». — Adoption d'un projet de loi (p. 104).

Discussion générale : MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Auguste Pinton, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Raymond Bossus.

Adoption de l'article unique et du projet de loi.

4. — Adoption et légitimation adoptive. — Adoption d'une proposition de loi (p. 108).

Discussion générale : MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois ; Edouard Le Bellegou, Pierre Marilhac, Louis Namy, Maurice Vérillon, Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. A :

Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 1^{er} :

Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Suppression de l'article.

Article additionnel 1^{er} bis (amendement de M. Léon Jozeau-Marigné) :

MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Pierre Marilhac, Edouard Le Bellegou.

Adoption de l'article.

Amendements de M. Léon Jozeau-Marigné et du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Edouard Le Bellegou, Léon Messauc, Pierre Marilhac. — Adoption de l'amendement de M. Léon Jozeau-Marigné. — Adoption partielle de l'amendement du Gouvernement.

Adoption de l'article modifié.

Art. 3 :

Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 4 :

Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 5 :

Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné. — MM. le rapporteur, Pierre Marilhac, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendements de M. Pierre Marilhac. — MM. Pierre Marilhac, le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendements de M. Léon Jozeau-Marigné et de M. Pierre Marilhac. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 6 :

Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 8 :

Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. additionnel 9 (amendement de M. Léon Jozeau-Marigné) :

MM. le rapporteur, le garde des sceaux.

Adoption de l'article.

Art. additionnel 10 (amendement de M. Léon Jozeau-Marigné) :

MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Edouard Le Bellegou, Pierre Marcilhacy.

Sous-amendement du Gouvernement. — MM. le garde des sceaux, le rapporteur. — Rejet.

Adoption de l'article.

Adoption de la proposition de loi (p.

Modification de l'intitulé.

5. — Règlement de l'ordre du jour (p. 123).

PRESIDENCE DE M. AMEDEE BOUQUEREL

vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures cinq minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le procès-verbal de la séance du mercredi 16 janvier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

— 2 —

CONGE

M. le président. M. Jean Clerc demande un congé.

Conformément à l'article 34 du règlement, le bureau est d'avis d'accorder ce congé.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le congé est accordé.

— 3 —

CONVENTION INTERNATIONALE DE COOPERATION POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE « EUROCONTROL »

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol », signée à Bruxelles le 13 décembre 1960. [N° 30 et 36 (1962-1963).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Monsieur le président, messieurs les sénateurs, la convention internationale pour la sécurité de la navigation aérienne, *Eurocontrol*, a été signée à Bruxelles le 13 décembre 1960 par six Etats : l'Allemagne fédérale, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la France.

La création d'*Eurocontrol* répond avant tout aux nécessités de la technique telle qu'elle se développe dans le monde moderne dont les dimensions, en l'occurrence par l'augmentation des vitesses, se réduisent, vous le savez, très rapidement.

L'espace aérien supérieur, au-dessus de 8.000 mètres environ, est maintenant de plus en plus encombré. La mise en service par les compagnies aériennes d'avions civils à réaction tels que le *Boeing 707*, le *Douglas DC-8*, le *Convair 880*, la *Caravelle*, le *Comet*, etc., a provoqué une grande concentration des vols civils à des altitudes où volaient seuls, jusqu'à une date récente, les avions militaires.

Compte tenu du fait que les avions à turbine quadricopteurs ou biréacteurs volent deux fois plus haut et deux fois plus vite que les appareils classiques — la France peut être ainsi traversée en moins d'une heure et la Belgique en quelques minutes — il est apparu indispensable d'organiser la circulation aérienne dans les espaces supérieurs de l'atmosphère, d'une manière sûre et ordonnée et sur une base internationale, le soin ne pouvant être laissé à chacun des pays intéressés d'assurer la réglementation d'une telle circulation dans la portion d'espace relevant de sa souveraineté.

Les difficultés posées par la mise en service des appareils à réaction et l'exigence consécutive d'un vol aux instruments permettant aux pilotes d'être en étroit contact avec le sol ont amené, dès 1958, les administrations responsables à se préoccuper du problème. Des discussions se sont développées sur ce sujet, en particulier lors de la quatrième réunion régionale de navigation aérienne Europe-Méditerranée, tenue à Genève en 1958.

La relative exigüité des territoires nationaux de l'Europe occidentale, de même que leur morcellement ont ainsi rapidement imposé la notion d'un regroupement des moyens des différents Etats autour d'une organisation internationale commune. C'est ainsi que le projet d'organisation d'*Eurocontrol* vit le jour.

Le Sénat ne sera pas indifférent au fait que la France tint rapidement une place prépondérante dans les travaux préparatoires qui aboutirent, le 13 décembre 1960, à la signature à Bruxelles de la convention et des statuts d'*Eurocontrol* ainsi que des différents arrangements qui les complètent.

L'accord de Bruxelles qui vous est aujourd'hui soumis combine harmonieusement la collaboration des gouvernements et la gestion des services techniques par une Agence internationale, donc une administration internationale.

La coopération des gouvernements se manifeste dans une commission qui réunit à un très haut niveau les responsables des administrations aéronautiques, civiles et militaires des Etats membres. Son rôle sera d'exercer la tutelle de l'agence, de favoriser l'harmonisation des réglementations nationales et, également, la coordination des investissements en matière d'aide à la navigation aérienne.

La gestion des services techniques est assurée par une agence qui devra prendre en charge le contrôle de la circulation aérienne dans les espaces aériens supérieurs et jouira à cet effet du statut de service public international doté de l'autonomie financière. Elle appliquera notamment toutes les décisions prises par la commission, c'est-à-dire au niveau des Etats, en matière de coopération dans le contrôle de la navigation aérienne.

Cependant, l'installation effective de ces deux organismes ne pouvant évidemment intervenir avant ratification par les différents Etats, il est apparu indispensable d'organiser déjà une coopération internationale provisoire en créant dès 1960, pour la période transitoire, d'abord une association de droit français qui prépare activement la mise en place de l'agence et effectue les études correspondantes, puis une commission provisoire.

Si le siège de la commission a été fixé à Bruxelles, il n'en est pas moins vrai que la convention créant *Eurocontrol* apporte à la France des avantages très appréciables. L'agence doit, d'abord, fournir aux autorités militaires toutes informations utiles sur les vols qu'elle contrôle. D'autre part, c'est en France, à Brétigny même, que serait installé le centre européen d'orientation des matériels pour la navigation aérienne qui est prévu par la convention, c'est-à-dire l'homologue du centre d'Atlantic City aux Etats-Unis.

Sur le plan financier, *Eurocontrol* doit, en outre, nous permettre de substantielles économies dans les équipements et l'utilisation de ces équipements puisqu'ils doivent être installés en commun et exploités collectivement.

Les dépenses de fonctionnement de l'Agence seront réparties au prorata des produits nationaux bruts. L'application de cette règle donne actuellement les chiffres suivants : Royaume-Uni, 33 p. 100 ; France, 28 p. 100 ; Allemagne, 27 p. 100 ; Belgique, 6 p. 100 ; Pays-Bas, 5 p. 100 ; Luxembourg, moins de 1 p. 100 ; ces pourcentages étant bien entendu sujets à révision selon l'évolution des conditions économiques des différents Etats.

Il s'ensuit que la charge financière que représente dans ce projet la participation de la France, soit 28 p. 100 du montant global, atteindra 5.950.000 francs pour l'année 1963. Cette somme ne figure pas dans les projets actuels de budget, puisque la Convention n'est pas encore ratifiée, mais elle figurera dans le collectif qui interviendra dans le courant de l'année 1963.

A la date de ce jour, mesdames, messieurs, l'organisation *Eurocontrol* a été ratifiée par quatre sur six des Etats signataires, à savoir la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et le Royaume-Uni. Mais la ratification par la République fédérale allemande doit intervenir incessamment, au plus tard à la

fin de ce mois. Tout recommande donc que la ratification d'Eurocontrol ait lieu le plus vite possible de notre part et rien ne doit s'y opposer puisque les cinq autres Etats membres ont notamment admis que l'espace aérien français soit placé sous le seul contrôle des autorités françaises à partir d'un centre situé dans la région parisienne.

La Convention d'Eurocontrol, il n'est pas inutile de le souligner, est une convention « ouverte ». Elle a été conclue à l'origine entre six Etats qui ne sont pas d'ailleurs les six Etats de la communauté politique européenne, puisqu'il y manque l'Italie et qu'y figure la Grande-Bretagne. Les difficultés qui ont empêché l'Italie d'être un membre fondateur de cette nouvelle organisation tiennent aux particularités de son organisation administrative en matière de contrôle aérien, c'est-à-dire au fait que jusqu'à présent le contrôle aérien en Italie était géré par les services militaires et qu'il fallait, avant que l'Italie puisse adhérer à Eurocontrol, que la mutation se fit des services militaires aux services civils.

Il va de soi que l'absence de l'Italie ne saurait être que provisoire et d'ailleurs le Gouvernement italien a manifesté sa ferme intention d'adhérer ultérieurement à Eurocontrol. En attendant, dès que Eurocontrol entrera en vigueur, c'est-à-dire un mois après le dépôt des instruments de ratification par le dernier Etat fondateur, non seulement l'Italie, mais l'Irlande, la Suède et l'Espagne doivent poser leur candidature pour être associées à l'organisation en tant qu'observateurs.

C'est dans ces conditions, mesdames, messieurs, que le Gouvernement vous demande de bien vouloir approuver le projet de loi qui vous est soumis et qui tend à l'autoriser à ratifier la convention internationale pour la sécurité de la navigation aérienne appelée Eurocontrol.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan.

M. Auguste Pinton, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. Mes chers collègues, avant de vous donner connaissance des grandes lignes d'un rapport qui, au surplus, a été distribué et qui a trait à l'un des problèmes techniques les plus importants en matière aéronautique, je voudrais appeler l'attention de votre assemblée sur un fait dont la signification me paraît sinon grave, tout au moins fâcheuse. En effet, c'est le Gouvernement qui a pressé le Parlement de ratifier d'urgence cette convention *Eurocontrol* et, sur ce point, si les mots n'étaient pas trop forts, je dirais qu'il a été volontiers obéi ! Saisie en effet le 21 décembre, la nouvelle Assemblée nationale en a délibéré le 27 et nous devions tout d'abord l'examiner le 11 janvier, de telle sorte que le 9 de ce même mois de janvier, votre commission des affaires économiques et du plan me désignait comme rapporteur et me demandait de lui présenter mes conclusions. Puis, la séance prévue a été reportée à aujourd'hui, 22 janvier, ce qui est incontestablement un délai très court pour ratifier un projet de loi, puisqu'aux vingt-cinq jours d'examen par le Parlement, on peut opposer les vingt-cinq mois qui se sont écoulés entre la signature de la convention et la séance de ce jour. Mais ce n'est pas là mon propos et pour rassurer certains, j'ajouterai dès à présent que nous proposerons l'adoption de ce projet de loi.

Ce contre quoi je veux élever aujourd'hui une protestation, c'est la manière dont le Sénat est traité en cette affaire par le Gouvernement. Nous n'avons rien à objecter à la présence au banc des ministres de M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères puisque, aussi bien, nous comprenons parfaitement que le ministre ait d'autres obligations en cette journée et qu'au surplus M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères étant chargé, si je ne me trompe pas, des affaires européennes, sa présence ici est parfaitement justifiée. Je voudrais même m'en réjouir, si c'est la première occasion qui lui est donnée de participer à un débat pour défendre un projet en tant que secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères.

Nous tenons cependant à rappeler à nos collègues qu'à l'Assemblée nationale étaient présents, non seulement M. le ministre des affaires étrangères, dont je viens d'expliquer ici que je comprenais l'absence aujourd'hui, mais également M. le ministre des travaux publics, et l'un et l'autre sont intervenus longuement et à plusieurs reprises pour apporter certaines précisions aux différents orateurs. Je me permets de signaler que je n'ai rien ou presque rien à dire à M. le ministre des affaires étrangères dans cette affaire et qu'en revanche, reprenant au reste les questions qui avaient été posées par les différents orateurs à l'Assemblée nationale, c'est essentiellement dans le domaine de l'aviation civile, c'est-à-dire celui du ministre des travaux publics, que j'avais à poser un certain nombre d'interrogations auxquelles je désespère, par conséquent, qu'une réponse plus précise soit apportée dans notre Assemblée. Je le regrette d'autant plus qu'ainsi que M. le secrétaire d'Etat a bien voulu

l'indiquer tout à l'heure, il s'agit d'un problème grave, celui de la circulation aérienne aux hautes altitudes.

Je préciserai, pour évoquer un point de détail, que le ministre des travaux publics a parlé de 7.000 mètres à l'Assemblée nationale, que M. le secrétaire d'Etat a, je crois, tout à l'heure, prononcé le chiffre de 8.000 mètres. Pour les mettre d'accord, je choisirai naturellement un troisième chiffre, qui a probablement le mérite d'être exact, puisqu'il s'agit de « au-dessus de 6.100 mètres », ce qui correspond aux 20.000 pieds des règles de l'aviation civile internationale.

Le problème me paraît assez sérieux puisqu'il s'agit, en présence d'un mode de transport aérien nouveau, plus rapide, de faire face aux risques d'accident ; j'ai ici un chiffre qu'il n'est pas inutile de rappeler : sur le plan international, il y a eu en matière de navigation aérienne 1.500 victimes en 1962, parmi lesquelles se trouvaient 248 passagers et 26 membres d'équipage de l'aviation civile française, ce qui me permet de conclure sur ce point que, dans une affaire de cette importance et de cet intérêt, nous avons quelque droit de regretter l'absence du ministre qui est le principal intéressé.

Quant au projet lui-même, je n'ose pas remercier M. le secrétaire d'Etat de m'avoir économisé, si je puis dire, l'essentiel de mon rapport, mais je tirerai profit de son propre exposé en abrégant le mien.

En fait, le problème est simple : la multiplication des appareils en vol et les très hautes vitesses atteintes nécessitent la prise en charge des appareils par des organismes de contrôle qui les guident et préparent leur atterrissage. La convention que nous avons à approuver est l'aboutissement de négociations menées à partir de 1958 entre les pays membres du Marché commun auxquels s'étaient joints, ainsi qu'on vous l'a rappelé, un certain nombre de gouvernements : la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Suède et l'Irlande. Je reconnais volontiers que les négociations n'ont pas dû être extrêmement faciles, car au problème d'aviation civile qui paraît, en l'occurrence, le problème essentiel viennent s'ajouter des interférences de caractère militaire puisque, jusqu'au moment de la mise en service des *Boeing*, l'espace au-dessus de 20.000 pieds était réservé à l'aviation militaire. Or, vous savez qu'en quelque pays du monde que ce soit, la France ne faisant pas exception à la règle, il est assez difficile de faire discuter les militaires dans un domaine qu'ils considèrent comme « chasse gardée ». C'est vrai pour l'aviation et les hauts espaces aériens, aussi bien que lorsqu'il s'agit de l'affectation de casernes non utilisées !

L'objet de la convention est de confier à un organisme intergouvernemental le contrôle aérien des couches supérieures de l'atmosphère, le contrôle national subsistant dans chaque pays pour les couches inférieures.

A cet égard, je n'insisterai pas davantage ; ceux que la question préoccupe trouveront un rapport imprimé dans lequel nous avons essayé de donner le maximum de renseignements, et, d'autre part, les diverses explications qui ont été données par les ministres à l'Assemblée nationale — et tout à l'heure par M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères — fournissent à cet égard des compléments suffisants.

La seule chose dont il importe d'être bien persuadé, c'est qu'il s'agit en l'occurrence, en dehors de l'aspect européen de collaboration internationale sur lequel je revieudrais en terminant, d'une question d'une extrême gravité.

Je reprendrai maintenant un certain nombre de questions, et en cela je ne me pique pas d'originalité — je me borne à renouveler la plupart de celles qui ont été posées à l'Assemblée nationale, soit par le rapporteur, M. Calméjane, soit par différents orateurs. J'ai la présomption de croire que la réponse à ces questions n'a pas été entièrement satisfaisante.

Je n'ajouterai rien, si ce n'est pour faire une transition, aux explications qui ont été fournies à différentes reprises — et encore il y a quelques instants — sur l'intérêt pour la France de l'installation du centre d'expérimentation et de recherche à Brétigny, puisque nous pouvons espérer que ce centre a été choisi pour la qualité de son personnel. Je suis tout à fait convaincu que ce personnel saura prouver sa qualité vis-à-vis des techniciens américains, et cela m'amène à une question qui a été posée, à savoir : de quel matériel va-t-on se servir ?

Il est évident que ce matériel est à l'heure actuelle exclusivement un matériel américain. Nous avons le droit de souhaiter, sans pour autant bien entendu faire preuve de nationalisme même à l'échelle européenne, que dans la mesure du possible la mise en commun des efforts nationaux des différents pays intéressés puisse, notamment en utilisant les qualités du personnel et des installations de Brétigny, mettre au point un matériel européen.

C'est une question qui a été posée à M. le ministre des travaux publics et je dois dire qu'il y a répondu, disons sans beaucoup de précision.

En second lieu, une question peut-être moins importante, mais qui risque de devenir plus irritante dans certaines condi-

tions, c'est la question du statut du personnel employé par l'Agence. En effet, les dispositions du statut prévoient qu'il y aura un personnel international, tout au moins au centre où s'effectuera la direction des travaux de l'Agence d'informations en vol et que, dans la mesure du possible, on utilisera les services nationaux de chacun des pays intéressés, avec cette réserve que, le cas échéant, si tel ou tel personnel national était insuffisant ou en qualification, ce qui n'est pas le cas de la France, ou en nombre, ce qui peut le devenir, l'Agence pourrait installer sur les centres qui fonctionneront des personnels ayant un statut international.

Or, cela m'amène à poser les questions suivantes: le statut de ce personnel sera-t-il identique à celui qui est en vigueur dans les communautés européennes existantes? Certaines dispositions de ce statut n'auraient-elles pas pu être déjà intégrées dans les articles consacrés à l'agence? Quels seront les pourcentages de personnel affectés à l'agence par chacun des intéressés? Il a été seulement répondu que le personnel siégeant à Bruxelles aurait le statut international, mais, comme je viens de le dire, que le personnel d'exécution conserverait son statut national, ce qui en soi ne comporte pas de risque particulier, le risque intervenant si un personnel de statut international et, comme il est de règle, sensiblement mieux payé, travaille côte à côte avec un personnel de statut national qui, pour la même besogne, touchera des émoluments inférieurs; il était normal de signaler cette situation.

Ma troisième observation portera sur la composition de la commission permanente qui a pouvoir d'accepter l'admission d'autres pays à l'organisation et de déterminer les grandes lignes de la politique de cette organisation.

Nous souhaitons, et je reprends ici un vœu exprimé dans l'autre assemblée, la voir siéger au niveau des ministres, comme c'est d'ailleurs le cas pour les ministres des transports ayant à traiter de questions très importantes. Je reconnais, du reste que c'est dans ce sens qu'il a été répondu par M. le ministre des travaux publics en des termes dont je dois dire sans vous vexer, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'ils étaient d'une prudence toute diplomatique. (*Sourires.*)

Enfin se pose le problème de l'extension géographique d'« Eurocontrol ». Après que différents orateurs eurent souhaité voir la Suisse, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande adhérer à « Eurocontrol », M. le ministre des affaires étrangères a confirmé son désir de voir obtenir rapidement la signature de l'Italie. J'étais sur le point de dire, en commençant mon exposé qu'en dépit de ses péripéties, ce texte sur l'« Eurocontrol » était une préfiguration de l'extension du Marché commun à la Grande-Bretagne puisque ce pays y figure parmi les signataires à part entière. Malheureusement, nous pouvons être surpris, à première vue, de constater que l'Italie, dont personne ne peut mettre en doute l'esprit européen, n'y ait pas adhéré dès l'abord. Cela s'explique par le fait que le contrôle aérien en Italie est demeuré jusqu'à ce jour du domaine exclusivement militaire, ce qui exigerait en quelque sorte le passage à l'administration civile d'une partie d'une administration militaire. Mais il doit être possible d'envisager à bref délai qu'une solution sera trouvée à cette difficulté.

Enfin, dernière question que je n'évoque que pour mémoire, car on pourrait me répondre qu'il n'y a pas lieu d'intervenir sur ce point dans le débat d'aujourd'hui, c'est celle de la réalisation du projet d'Air-Union. Je voudrais simplement la mentionner pour signaler que j'aurai certainement l'occasion d'y revenir au moment de la discussion de la loi de finances.

Telles sont, mesdames, messieurs, les données essentielles du texte soumis à votre approbation. L'ensemble des mesures prévues par le texte de la convention que vous trouverez dans l'annexe du projet de loi répond à une nécessité technique inéluctable. Quelle que soit l'efficacité de l'organisme provisoire qu'il a bien fallu créer, en présence de l'évolution de la situation, il n'en reste pas moins que l'intégration des services de contrôle européen imposait cette convention internationale sans laquelle aucune réalisation d'ordre technique n'était possible. Maintenant sont réunies toutes les signatures des partenaires européens qui ont participé à la convention initiale, à l'exception, je le répète, de l'Italie. L'Allemagne, dernier pays en dehors de la France à ne pas avoir ratifié cette convention, procède actuellement au dépôt des instruments de ratification. Il est donc temps que le Parlement français autorise la ratification de cet acte de droit international dont j'ai essayé, sans peut-être y réussir comme je l'aurais souhaité, de vous montrer l'importance.

Qu'on me permette à cet égard une dernière réflexion: ce qui frappe, en matière de conventions internationales, c'est la lenteur avec laquelle la France apporte toujours son adhésion. Elle est presque régulièrement la dernière!

Je signalerai, par exemple, que la convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur les aéronefs qui fut signée à Genève le 19 juin 1948 attend toujours sa rati-

fication. Il n'a pas fallu moins de quatre ans à la convention du 14 mars 1953 concernant la construction d'un tunnel routier sous le mont Blanc pour être ratifiée par le Parlement le 12 avril 1957. Ces précisions, monsieur le ministre, vous rassureront sur le caractère antigouvernemental de mes observations puisqu'il s'agit d'actes largement antérieurs. (*Sourires.*) J'avais alors la charge du ministère des travaux publics. Il y avait quatre ans que l'on attendait et les ministères intéressés se renvoyaient en quelque sorte « la balle ». Le ministre des travaux publics italien était venu me dire: « Répondez oui ou non, mais répondez quelque chose ». J'ai compris que, sur ce point-là du moins, il avait raison. C'est probablement parce que j'ai pu en convaincre mon président du conseil que le débat a pu venir beaucoup plus tôt. Par conséquent, le reproche que je vous fais ne porte pas sur une orientation politique déterminée, mais sur un système que j'ai cherché à comprendre. Il me semble que la lenteur avec laquelle interviennent les ratifications tient au caractère de plus en plus technique de ces négociations internationales au cours desquelles pour chaque pays, en particulier pour le nôtre, l'administration diplomatique et l'administration technique se superposent sans pouvoir intimement se pénétrer, ce qui fait que bien souvent, à la négociation internationale vient s'ajouter la discussion interne entre les deux ministères, cause supplémentaire et non négligeable des retards que nous avons eu à déplorer.

Nous souhaiterions qu'il fût possible d'établir des rapports plus constants entre le ministère des affaires étrangères et les services à caractère international qu'il a bien fallu constituer dans les différents ministères. Je pense — et je serais heureux d'avoir votre sentiment sur ce point — que dans ces cas la conjonction immédiate des efforts comporterait ou entraînerait une chance de plus de rapidité.

Telles sont, mesdames, messieurs, les observations que je tenais à présenter au nom de la commission des affaires économiques. Je vois dans ce texte un acte comme il en est beaucoup, mais pas assez sans doute, en vertu desquels, quelles que soient les polémiques qui s'entretiennent autour de l'idée d'Europe, quelles que soient les discussions de caractère politique qui peuvent se greffer sur ce thème fondamental, petit à petit se réalise par les faits, avant qu'elle ne le soit par le droit, l'identité de l'Europe dans les législations, dans les manières de vivre et dans le comportement en face des grands problèmes.

Je souhaiterais, bien sûr, que finalement on s'aperçoive que l'Europe est faite avant qu'elle ait été sanctionnée. Je ne dis pas naturellement que, par ce texte, nous aurons fait l'Europe; je pense que nous aurons tout au moins apporté une petite pierre à celles qui existent déjà et auxquelles il faudra en ajouter bien d'autres encore.

C'est pourquoi, n'ayant pas sur ces problèmes techniques une compétence particulière, j'ai néanmoins accepté, je dirais même souhaité, rapporter ce projet devant vous pour apporter un acte de foi supplémentaire à cette volonté de construire l'Europe qui nous anime tous, œuvre que nous pourrions, je l'espère, mener à son terme. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Bossus.

M. Raymond Bossus. Mesdames, messieurs, il est tout à fait compréhensible que le développement de la technique qui fait qu'actuellement le ciel, à très grande hauteur, est un lieu de circulation d'avions à réaction volant à de très fortes vitesses oblige à prendre des mesures pour assurer les voyages de ces avions en évitant les dangers de rencontre, de choc, qui seraient catastrophiques.

Demain, le fait d'une possibilité non utopique de voyage en direction de la Lune ou de la planète Mars viendra sans nul doute ajouter un problème supplémentaire pour assurer la sécurité aérienne.

Ces considérations conduisent tout naturellement à concevoir la nécessité d'accords, de liaisons internationales, de mesures de sécurité approuvées par tous les usagers des transports par air et, bien sûr, ce sont les gouvernements qui se doivent, approuvés par leurs parlements respectifs, d'élaborer ces accords qui se traduisent en convention.

Or, la lecture du projet de convention qui nous est proposé par le Gouvernement nous oblige à présenter quelques observations:

1° Nous ne croyons pas et aucun document n'indique qu'il y ait eu une initiative pour grouper tous les pays ayant conclu des accords commerciaux et culturels se traduisant par des échanges de tous ordres, y compris des conventions se rapportant à la navigation aérienne commerciale;

2° Cela étant, la convention que l'on nous demande d'approuver est, par conséquent, limitée à quelques pays et conduit à ce qui est appelé « l'Eurocontrol », alors qu'il nous semble que tous les pays ayant des avions à réaction circulant sur lignes inter-

nationales sont intéressés par le problème technique se rapportant à la sécurité ;

3° L'étroitesse du projet qui nous est présenté quant au nombre de nations participantes conduit à penser que les considérations qui ont prévalu pour son élaboration sont directement liées au traité du marché européen. D'ailleurs, l'article 2 du statut de l'agence indique en son paragraphe 3, je cite : « A cette fin, l'agence travaille en étroite collaboration avec les autorités militaires afin de satisfaire le plus efficacement et le plus économiquement possible les besoins de la circulation aérienne et les besoins particuliers de l'aviation militaire. »

Sur d'autres questions, la clarté est loin d'être faite. C'est ainsi que n'est pas précisé le montant des redevances à payer par les usagers de lignes commerciales, le pourcentage d'augmentation du prix des places de transport, ce qui, sans nul doute, ne sera pas de nature à favoriser la démocratisation des voyages aériens.

Nous n'avons pas non plus de garantie sur les conditions de travail, de rémunération, de respect du droit syndical, autant de questions qui intéressent le personnel.

La seule précision qui a été donnée aux parlementaires est la suivante : « Il a été convenu qu'étant donné la grande disparité des statuts des personnels des différents Etats, ces personnels resteraient pour l'instant soumis à leur statut national. » Ainsi, il n'y a donc aucune garantie pour l'avenir.

Pour toutes ces raisons, le groupe des sénateurs communistes ne votera pas le projet qui nous est soumis et nous nous abstiendrons. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Veuillez d'abord permettre au secrétaire d'Etat qui, effectivement, comme a bien voulu l'indiquer M. le rapporteur, défend pour la première fois un projet de loi dans cette enceinte, de remercier la commission de l'accueil qui lui a été fait et de lui rappeler qu'en cette matière, comme en toute autre d'ailleurs, le Gouvernement est solidaire et que, si je suis aujourd'hui présent, c'est non pas parce que les affaires européennes rentrent particulièrement dans mes attributions — le décret qui a fixé celles-ci ne l'indique pas — mais simplement par délégation et de M. le ministre des affaires étrangères et de M. le ministre des travaux publics au nom desquels j'essaierai de répondre aux questions qui m'ont été posées.

En ce qui concerne la sécurité aérienne d'abord, « Eurocontrol » est un outil de coopération technique internationale. La sécurité, qu'elle soit dans les espaces supérieurs, qu'elle soit dans les espaces inférieurs reste un facteur vers lequel nous tendons toujours et qui nous préoccupe par définition, même dans le cadre de l'organisation française.

S'il a paru nécessaire de faire un instrument à l'échelle européenne en ce qui concerne l'espace supérieur, c'est bien, je l'ai dit, en raison des conditions particulières de rapidité et de densité de la navigation aérienne dans cet espace. Il reste que, soit à l'échelle européenne, soit à l'échelle nationale, la sécurité ne peut être que la première préoccupation de tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la navigation aérienne.

Le rapporteur a posé la question du matériel utilisé en France. Ce matériel, qu'il soit ou non d'inspiration américaine — je reconnais qu'il l'est en grande partie — est entièrement de fabrication française, notamment les radars. Les aides à la navigation sont, elles aussi, fabriquées en France, mais vous n'ignorez pas que les normes de ces matériels sont imposées sur le plan mondial par l'Organisation de l'aviation civile internationale, ce qui, étant donné l'avance prise par les Etats-Unis dans ce domaine, donne au matériel d'origine américaine une priorité, sinon de droit, du moins de fait.

Cependant, comme l'a dit M. le ministre des travaux publics à l'Assemblée nationale, à partir du moment où un contact s'établira entre les Etats membres d'« Eurocontrol » et où, par conséquent, les industries de ces pays, spécialement les industries de matériel électronique, seront appelées à coopérer, il peut être concevable et souhaitable qu'on aboutisse à des matériels nouveaux particulièrement adaptés aux nécessités de la navigation aérienne en Europe et il n'est pas inutile de préciser qu'à Brétigny les installations du centre abriteront le centre d'expérimentation des matériels utilisés.

En ce qui concerne le personnel, auquel M. le rapporteur et l'orateur du groupe communiste ont fait allusion, la réponse de M. le ministre des travaux publics était dénuée d'ambiguïté. On distingue deux catégories de personnels : le personnel de « l'état-major », qui siègera à Bruxelles et qui sera sous statut international, comme toutes les organisations internationales de ce genre — et l'on ne peut pas dire, je crois, que les garanties manquent dans ces organisations — et les personnels

d'exécution dans les différents Etats qui resteront, pour le moment au moins, ce qui implique un certain laps de temps, soumis à leur statut national.

Par conséquent, dans les deux cas, toute garantie est donnée aux personnels, personnel de Bruxelles sous statut international, personnel d'exécution sous statut national du pays intéressé.

M. le rapporteur a demandé à quel échelon se placerait la représentation française.

Toute diplomatie qu'elle soit, la réponse de M. le ministre des travaux publics — appuyé d'ailleurs en cela par M. le ministre des affaires étrangères — était extrêmement claire.

Les différents gouvernements, disait à l'Assemblée nationale M. le ministre des affaires étrangères, seront représentés suivant l'importance des problèmes traités, soit par des membres des gouvernements, soit par des fonctionnaires à l'échelon technique.

Il est tout naturel du reste que l'ordre du jour des réunions de la commission fixe lui-même la nature de la représentation française : problèmes généraux, problèmes de direction. Il est nécessaire, il est indispensable que la France soit représentée à l'échelon gouvernemental. Au contraire, pour les problèmes techniques, les problèmes d'exécution, c'est alors que doivent intervenir les fonctionnaires des administrations particulièrement compétents en la matière.

C'est ce qui s'est passé jusqu'à présent dans les différentes communautés européennes et personne, je crois, n'a jamais eu à s'en plaindre : c'est sans doute ce qui se passera également en ce qui concerne l'« Eurocontrol ».

Des soucis se sont manifestés en ce qui concerne l'extension géographique d'« Eurocontrol ». Je répète que cette convention est une convention « ouverte », avec le correctif, bien sûr, que les nouveaux venus doivent être admis à l'unanimité, ce qui peut, le cas échéant, permettre de refouler ou de repousser des adhésions qui paraîtraient indésirables et ce qui peut permettre, au contraire, de faire appel à des Etats qui souhaiteraient coopérer loyalement, suivant les principes fixés par la convention, avec les Etats fondateurs.

M. le rapporteur, en dernier lieu, s'est référé à la lenteur de la procédure de ratification. Il a bien voulu convenir que le Gouvernement actuel n'en portait pas toujours la responsabilité d'origine. Il a attribué aux conversations entre les différents services le fait que ces ratifications ne viennent devant le Parlement qu'assez tardivement. Je dois dire qu'en l'occurrence le Gouvernement français n'a pas à plaider coupable puisqu'il a présenté le projet de loi le 3 octobre, et l'on sait les circonstances qui l'ont empêché de venir plus tôt devant le Parlement.

Le Gouvernement des Pays-Bas a lui-même présenté le projet à la ratification dans des délais comparables aux nôtres. Quant au Parlement de la République fédérale allemande il a été saisi peu de temps avant le nôtre.

Par conséquent, dans ce domaine, il s'est agi simplement du délai de réflexion, qui est partout nécessaire, entre la signature d'une convention et son entrée en vigueur. Nous souhaitons d'ailleurs que cette entrée en vigueur, grâce à votre vote, intervienne rapidement.

Ce qui a été créé, c'est une garantie de sécurité et de régularité supplémentaires pour tous les passagers, de plus en plus nombreux, qui empruntent les lignes aériennes.

C'est pourquoi je demande au Sénat, suivant en cela sa commission, de bien vouloir voter le plus vite possible, c'est-à-dire dans les délais, assez courts, je le reconnais, qui ont été impartis à votre commission, la ratification du projet que le Gouvernement a l'honneur de lui soumettre. (*Applaudissements au centre droit et sur quelques bancs à droite.*)

M. Auguste Pinton, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Auguste Pinton, rapporteur. Monsieur le ministre, je ne considère pas que vos réponses nous apportent pleine et entière satisfaction. Au demeurant, je ne m'y attendais pas, car, quelle que soit la solidarité gouvernementale, la réponse à un certain nombre de questions incombe à celui qui en a la responsabilité. Je n'aurais pas repris la parole si je n'avais eu que cette réflexion à formuler, d'autant plus que je me réserve, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure, de demander certaines précisions au moment de la discussion du budget de l'aviation civile.

Monsieur le ministre, je n'exige pas des choses invraisemblables en demandant que la commission permanente soit composée de ministres. Bien entendu, je sais très bien que les ministres ne se déplacent pas chaque fois que la commission se réunira, mais seulement quand les questions le justifieront et je souhaite simplement — ce qui n'est pas précisé dans le texte de la convention — que le ministre des travaux publics ou le ministre chargé de l'aviation civile appartienne de droit à la commission, comme c'est le cas dans n'importe quel organisme de caractère européen, quitte à se faire suppléer par un fonctionnaire ou la personne de son choix. Il n'en reste pas moins que ces réunions sont sensées être à l'échelon ministé-

riel, car il importe de distinguer la commission, organisme plus politique que technique, et l'agence, organe exclusivement technique.

Je ne veux pas par là me substituer au Gouvernement — et mes collègues savent que ce n'est pas par complaisance que je conclus à l'adoption du projet — mais simplement justifier le texte que j'ai rapporté.

M. Bossus a fait une observation qui m'a frappé et qu'il me permettra de reprendre ici : cette convention est limitée à un certain nombre de pays, a-t-il dit, et il y a là volonté d'en exclure en quelque sorte un certain nombre d'autres, que nous ne nommerons pas mais que chacun connaît.

Je crois devoir confirmer l'interprétation du Gouvernement : la convention est ouverte et, par conséquent, quelque pays que ce soit peut demander à y rentrer sous un certain nombre de conditions, qui ne sont pas nécessairement politiques, conditions inévitables puisqu'il s'agit d'adapter la technique du contrôle aérien en fonction de l'espace qu'il doit couvrir.

L'un des objectifs de cette convention a été de subordonner l'autorité militaire, qui disposait seule jusqu'à présent des espaces supérieurs à 20.000 pieds, à un organisme civil. Permettez-moi d'émettre quelques doutes, pensant aux pays auxquels vous songez vraisemblablement et qui se trouvent au-delà du rideau de fer, quant à leur désir d'admettre que les vols de leurs avions militaires soient soumis à un organisme basé à l'extérieur de leur territoire.

C'était la seule observation que je voulais faire. Personnellement, je souhaite plus que quiconque que l'espace aérien soumis à la compétence d'« Eurocontrol » soit le plus vaste possible parce que, si l'on élève des murs, ce ne peut pas être jusqu'à 20.000 pieds et les avions ont le droit de circuler au-dessus de cette altitude! (Sourires. — Applaudissements au centre.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion de l'article unique.

Je donne lecture de l'article unique.

« Article unique. — Est autorisée la ratification de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol », signée à Bruxelles le 13 décembre 1960, dont le texte est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

— 4 —

ADOPTION ET LEGITIMATION ADOPTIVE

Adoption d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive. (N^{os} 245 [1961-1962] et 41 [1962-1963].)

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des lois constitutionnelles.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Monsieur le ministre, mes chers collègues, l'adoption et la légitimation adoptive font l'objet du titre huitième de notre code civil et en son début le législateur, dans le décret-loi du 29 juillet 1939, a prévu que l'adoption ne peut avoir lieu que s'il y a de justes motifs et si elle présente des avantages pour l'adopté. En un mot, dès le début du texte, il est précisé — nous reviendrons sur ce point — que la question qui doit dominer toutes décisions en la matière est l'intérêt de l'adopté, c'est-à-dire de l'enfant. Encore faut-il concevoir qu'il ne s'agit pas uniquement d'un pur intérêt matériel, mais bien au contraire de la somme de tous les intérêts et en particulier les intérêts moraux de cet enfant.

La légitimation adoptive, qui fait l'objet de l'article 368 et des articles suivants de notre code civil, constitue une forme particulière d'adoption tendant à intégrer plus complètement l'enfant à sa famille adoptive. Elle nécessite de la part de ceux qui veulent légitimer adoptivement l'obligation d'être deux époux ; l'enfant ne doit pas être âgé de plus de sept ans ; enfin, elle n'est permise que pour les enfants abandonnés par leurs parents ou dont ceux-ci sont inconnus ou décédés.

Ces textes ont fait l'objet de modifications multiples : décret-loi du 29 juillet 1939, ordonnance du 23 décembre 1958, loi du 21 décembre 1960, pour ne citer que les principales. Oui, il y a une évolution en la matière. Tout va vite et si à l'origine il avait été prévu une adoption et, dans des cas exceptionnels, une légitimation adoptive, tous ceux qui s'intéressent à l'adoption

ont été bien obligés de constater que cette légitimation adoptive qui, primitivement, n'était que l'exception, est devenue très souvent la règle et que l'adoption n'est utilisée que lorsque soit les adoptants, soit l'adopté ne remplissent pas les conditions de fond prévues pour la légitimation adoptive.

Le droit répond-il aux besoins? Un fait est certain, c'est, mes chers collègues, qu'il existe un malaise profond de l'opinion à la suite de douloureuses affaires.

Il ne m'appartiendra pas ici de citer des noms. Nous retiendrons simplement qu'il existe certains cas tragiques qui, nécessairement, émeuvent l'opinion publique et à plus forte raison le Parlement.

Il faut bien penser aussi que, sur certains cas, il a été peut-être fait une publicité pas toujours très heureuse, faisant ressortir les situations difficiles mais ne montrant pas assez les réussites de l'adoption. Mes chers collègues, si quelques cas ont été tragiques — et nous sommes les premiers à le déplorer — n'oublions pas que dans de très nombreuses familles la légitimation adoptive et l'adoption ont rempli un rôle important, un rôle heureux, avec l'aide de l'administration et d'associations auxquelles il me plaira de cette tribune de rendre un hommage mérité.

Aussi ne soyez pas surpris qu'en présence de ces difficultés le texte de l'Assemblée nationale ait voulu combler quelques lacunes de notre législation. Ce texte soumis à votre commission a été examiné par celle-ci d'une manière très approfondie ; votre rapporteur a été assisté d'un groupe de travail, et qu'il me soit permis de remercier en particulier notre collègue M. Le Bellegou pour l'aide précieuse qu'il a bien voulu m'apporter. Ce travail a été fait aussi en coopération avec le Gouvernement et avec ses services, et vous me permettez, monsieur le garde des sceaux, de dire un merci tout naturel et très spontané à ceux des fonctionnaires de la chancellerie qui nous ont aidés.

Nous avons également entendu les représentants d'œuvres de bienfaisance, d'associations familiales. Je citerai l'une d'elles dont le dévouement m'a particulièrement ému et qui n'est pas cependant — peut-être on pourrait le penser — une de celles qui sont le plus directement intéressées à l'adoption : il s'agit de l'association d'aide et d'entraide des pupilles de l'Etat.

Voilà donc l'esprit dans lequel nous avons travaillé. Le texte que votre rapporteur vous soumet est le fruit de nos travaux et du vote quasi unanime de votre commission de législation. Certes, je n'ai pas la prétention de retenir votre attention en reprenant le rapport écrit qui vous a été distribué, rapport un peu long, rapport technique, mais j'aurai l'occasion, au cours de la discussion des articles, de reprendre chacune des dispositions, chacune des pensées qui nous ont conduits à vous soumettre une douzaine d'amendements, lesquels tendront soit à modifier les propositions de l'Assemblée nationale, soit à adopter des dispositions nouvelles.

Je veux simplement vous rappeler un grand principe que j'ai présenté en exorde : lorsque nous devons discuter, lorsque nous devons voter en pareille matière, intéressons-nous avant tout à l'enfant. Trop souvent, on met en avant l'intérêt des familles du sang ou l'intérêt des familles adoptives. Certes, il y a des intérêts légitimes de tous côtés, mais en cette matière nous avons le devoir de sauvegarder avant tout l'intérêt de l'enfant. (Applaudissements.)

Deux idées directrices ont retenu avant tout la pensée de l'Assemblée nationale : la question de la tierce opposition et la question de l'abandon.

J'en viens tout d'abord à la tierce opposition. Actuellement, un jugement de légitimation adoptive peut être attaqué pendant un délai de trente ans ; qu'il me soit permis de rappeler que la tierce opposition est une voie de recours exceptionnelle ouverte à tous ceux qui n'ont pas été partie à un jugement et qu'en droit commun cette tierce opposition peut être déclarée recevable pendant ce long délai. On s'est demandé si, en la matière, la tierce opposition était recevable. Un récent arrêt de la cour de cassation, en date du 16 juillet 1960, a reconnu la possibilité d'exercer cette voie de recours contre un jugement de légitimation adoptive et vous pensez bien quelle émotion considérable s'est emparé de toutes les familles qui se sont données — et elles se sont données pleinement — à ces enfants.

Comment ces familles qui, depuis parfois des années, ont considéré cet enfant comme l'enfant de leur chair, lui ont tout donné, peuvent-elles admettre que, pour une occasion quelconque, après tant d'années, tout allait être remis en cause?

Comment mieux interpréter leur émotion qu'en vous faisant deux très courtes citations d'un article que j'ai trouvé dans une revue éditée par l'association d'entraide des pupilles et anciens pupilles de l'Etat, article qui a été intitulé *A verser au dossier de l'adoption* et avec combien de raisons ! On y lisait ceci :

« Ce qui est urgent, c'est de garantir la sécurité des enfants recueillis en vue d'adoption et celle aussi des familles au grand

cœur qui se substituent à la famille naturelle sans égoïsme, avec beaucoup d'amour et qui, au départ, donnent tout d'elles-mêmes sans attendre de recevoir en échange ».

Encore ces quelques mots : « Luttons contre cette insécurité impardonnable dont pâtissent des milliers d'enfants adoptés et la masse des enfants adoptables parmi lesquels se trouvent un grand nombre de pupilles de l'Etat. »

Que pourrait ajouter votre rapporteur ? Il est impossible, en raison d'une telle jurisprudence, au demeurant, parfaitement fondée en droit de laisser plus longtemps ces familles dans l'insécurité.

Aussi, votre commission a-t-elle hésité un instant sur le point de savoir si elle devait maintenir même la possibilité de la tierce opposition. Elle a finalement décidé de la maintenir, faute d'avoir d'autres garanties à accorder à la famille par le sang ; mais cette tierce opposition ne sera recevable, si vous voulez bien adopter la proposition qui vous est faite, que pendant une année.

Sans doute, l'Assemblée nationale avait-elle prévu un autre délai, celui des trois mois. C'est à l'unanimité moins une voix que votre commission a retenu le délai d'un an. Les juristes savent bien en effet qu'une tierce opposition doit pouvoir s'exercer dans un délai raisonnable ; une tierce opposition de trois mois n'est qu'une hypocrisie. Autant dire qu'il n'y a pas de tierce opposition !

Soyons net : ou il n'y a pas tierce opposition, ou il existe une tierce opposition qui peut s'exercer dans le délai d'un an, que nous avons retenu, tout en admettant, avec l'Assemblée nationale, une disposition transitoire qui vise à préciser que pour ceux qui ont légitimé adoptivement dans le passé — et non pas simplement pour les légitimations adoptives de demain — le délai d'un an commencera à courir à compter de la promulgation de la loi.

Telle est la première disposition que nous vous proposons ; c'est une mesure de sécurité pour toutes les familles adoptives, non seulement indispensable, mes chers collègues, mais urgente.

Deuxième question : la notion d'enfant abandonné.

Actuellement, la légitimation adoptive n'est permise que pour l'enfant âgé de moins de sept ans et, je vous le rappelais il y a encore un instant, abandonné par ses parents ou dont ceux-ci sont inconnus ou décédés. Vous pensez bien que souvent on se trouve en présence d'incertitude sur le point de savoir si les enfants sont vraiment abandonnés par les parents. D'où ces conflits si navrants entre les parents par le sang et les parents adoptifs.

L'Assemblée nationale s'efforce de préciser la notion d'abandon en stipulant que la légitimation adoptive sera possible, malgré les réclamations des parents, si ceux-ci se sont notoirement désintéressés de l'enfant pendant au moins un an.

Quelles sont les propositions de votre commission ?

D'abord, qu'il nous soit permis de constater — et nous nous sommes longuement penchés sur ce problème — que la définition de l'abandon est bien difficile, pour ne pas dire plus !

Il s'agit, en effet, d'une notion de fait, mais il convient de quitter le terrain du fait pour celui du droit. Pour cela, il faut que l'abandon de fait soit sanctionné par le transfert de la puissance paternelle. De cette manière, le magistrat qui juge le fait — c'est la raison pour laquelle, s'il appartient au législateur de fixer des règles, il lui faut aussi leur donner assez de souplesse pour permettre aux magistrats de pouvoir apprécier la situation de fait — constatera si l'enfant est réellement abandonné au moment de l'examen de la demande de transfert. C'est à cette fin que la commission vous propose de modifier la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, en transposant dans cette loi le texte de l'Assemblée nationale s'appliquant aux parents qui se sont notoirement désintéressés de l'enfant pendant un an. Alors, la délégation de la puissance paternelle deviendra possible ainsi que, par voie de conséquence, la légitimation adoptive.

C'est cette situation des enfants abandonnés qui sera modifiée par les articles 5 et 9 du texte que votre commission vous propose. On aurait peut-être pu aller plus loin et modifier de façon plus complète les conditions exigées pour la légitimation adoptive ; le travail de demain nous dira si cela est possible.

Telles sont les deux importantes questions dont je voulais entretenir le Sénat au cours de cette discussion générale. Nous avons voulu, d'autre part, apporter une modification à l'article 352 du code civil, car, dans le texte actuel, le tribunal peut accorder l'adoption si l'un des parents oppose un refus abusif, mais ne peut passer outre au refus abusif des deux parents.

Nous avons apporté plus de souplesse au texte en permettant au tribunal de prononcer l'adoption, même si les deux parents refusent leur consentement, et s'ils se sont notoirement désintéressés de l'enfant.

Enfin, mes chers collègues, nous vous proposons une modification à l'article 81 du code de la famille. Lorsque le tribunal

doit se prononcer sur l'adoption, il lui appartient d'examiner avec le plus grand soin la situation de l'enfant. Mais, lorsqu'il s'agit de pupilles de l'Etat, il n'est pas possible, en raison des règles sur le secret, de transmettre le dossier au tribunal.

Cependant, monsieur le ministre, s'il est une matière où le tribunal doit être pleinement informé et où le parquet doit jouer son rôle de contrôle, n'est-ce pas en ce domaine ?

Comment pourrait-on concevoir qu'une administration conserve secrets en son dossier des renseignements d'une importance considérable, même s'ils devaient démontrer que les parents par le sang pourraient un jour ou l'autre reprendre leur enfant, et que le tribunal ne puisse pas en connaître ?

Nous avons voulu apporter une modification à cette disposition. Que les représentants de M. le ministre de la santé publique ne croient pas que nous ayons voulu enfreindre cette règle du secret qu'à combien de titres on a raison de vouloir respecter ! Mais nous avons confiance en nos magistrats, confiance en ceux qui sont tenus au secret professionnel car, après tout, comme nous l'avons toujours dit, c'est de l'enfant qu'il s'agit. Mettons donc toutes les chances de son côté. (*Applaudissements.*)

Mes chers collègues, en dehors de ces problèmes relatifs aux rapports entre les parents, différentes dispositions ont été adoptées par l'Assemblée nationale. Nous les avons rejetées. Pourquoi ? Parce que, notamment en matière d'état civil, nous avons pensé que, si certaines propositions retenaient à juste titre l'attention, elles avaient par contre, à un certain moment, des incidences dont certains de nos collègues, en commission, ont souligné le danger.

Ces dispositions ne présentent pas caractère d'urgence ; ce sera le travail de demain. En effet, il ressort de cette étude du problème de l'adoption que la première difficulté à laquelle on se heurte réside dans la diversité et le défaut de concordance des textes applicables : code civil, code de la famille et de l'aide sociale, loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.

On ne s'y reconnaît plus ! On parle même, dans certaine presse, sous le nom de problèmes d'adoption, de problèmes de délégation de puissance paternelle.

Délégation de puissance paternelle, adoption, légitimation adoptive, rôle du service de l'aide à l'enfance, que de problèmes !

Ces problèmes, monsieur le garde des sceaux, vous en avez apprécié toute la complexité et toute l'importance. Vous avez bien voulu nous dire en commission — je ne pense pas trahir un secret — qu'il était nécessaire qu'une commission spéciale soit créée non pas afin d'enterrer le projet, mais pour que, d'ici à dix-huit mois ou deux ans, en plein accord, en pleine coopération avec les commissions de la législation de l'Assemblée nationale et du Sénat, un nouveau texte soit écrit.

Vous me direz peut-être : « Comment pouvez-vous en pareille matière, déjà soumise à de multiples modifications, nous proposer, au nom de la commission de la législation, un nouveau texte modificatif et nous annoncer, d'ici à deux ans, encore une nouvelle modification ? »

Je sais bien que ces modifications multiples sont regrettables mais en une matière aussi importante pour la vie de la nation, si l'on récrit le titre de l'adoption il faut y procéder d'une façon aussi approfondie et aussi définitive que possible.

En attendant, il semble urgent de résoudre de façon immédiate le problème de la sécurité des familles qui ont adopté et légitimé adoptivement.

Nous voulons donner cette sécurité tout en réservant les droits de la famille naturelle si ces droits sont légitimes. Je suis sûr que vous adopterez ce texte qui apportera cette paix.

Pour terminer, reprenant cet article qu'écrivait un ancien pupille de l'Etat, je lis :

« Si l'on considère que l'enfant est un animal sans âme, que l'on peut donner, reprendre, ignorer, alors il vaudrait mieux renoncer à l'adoption ».

Non ! Par votre vote, vous montrerez que le pays ne renonce pas à l'adoption qui est le remède au véritable fléau social qu'est l'abandon. Mais vous le ferez, je l'ai dit et je le répète, en n'ayant qu'une pensée, l'intérêt de l'enfant. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

M. Edouard Le Bellegou. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Le Bellegou.

M. Edouard Le Bellegou. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mesdames, messieurs, l'attention du Gouvernement et celle du législateur ont été appelées, sur les douloureux problèmes que pose la légitimation adoptive, à l'occasion d'un certain nombre d'affaires retentissantes, peu nombreuses il est vrai, qui ont défrayé l'opinion publique et la presse.

Le devoir du législateur, même s'il a connu personnellement quelques-unes de ces pénibles affaires, c'est de s'élever à l'objectivité et de voir, dans le cadre de la proposition de loi qui nous est soumise, quelle est véritablement la solution à

adopter pour essayer de mettre un terme aux graves difficultés qui sont nées de l'imperfection de nos textes en la matière. Et puisqu'aussi bien l'attention du législateur et celle du Gouvernement ont été appelées sur la légitimation adoptive, votre commission a pensé qu'il n'était pas nécessaire d'alourdir la proposition de loi dont nous discutons de considérations qui lui sont, tout au moins pour l'instant, étrangères.

En effet, le texte qui nous vient de l'Assemblée nationale comporte des stipulations sur l'adoption ordinaire, la modification des textes relatifs à la légitimation adoptive, et même des modifications relatives à la rédaction de certains actes de l'état civil.

Votre commission pense — je suis en plein accord sur ce point avec votre éminent rapporteur — qu'il n'était pas bon de toucher ainsi, par petits morceaux, par bribes, à des textes qui méritent d'être examinés dans leur ensemble. Puisque M. le garde des sceaux, au cours de l'audition à laquelle il a bien voulu se soumettre devant la commission des lois, a parlé de la composition d'une commission chargée d'examiner l'ensemble du problème de l'adoption, nous avons estimé que les problèmes très secondaires qui avaient été abordés au cours de la discussion devant l'Assemblée nationale ne devaient pas aujourd'hui encombrer le débat relatif à la légitimation adoptive.

Tout à l'heure, votre rapporteur vous proposera certainement la suppression d'un certain nombre de textes votés par l'Assemblée nationale, ne retenant que les dispositions relatives à la modification de l'article 352 pour des raisons d'urgence et équitables somme toute.

Mon propos, dans la discussion générale, se borne donc à examiner uniquement le problème de la légitimation adoptive et les modifications et compléments qu'il convient d'apporter au texte du code civil.

Si l'adoption est une très vieille institution puisqu'elle date du droit romain et si elle a du reste singulièrement évolué, la légitimation adoptive est une création récente. C'est, en effet, un décret-loi de 1939 qui l'a instituée et une ordonnance de 1958 qui l'a modifiée.

La légitimation adoptive, plus encore dans ses principes que l'adoption elle-même, doit être faite essentiellement dans l'intérêt de l'enfant adopté, qui est un enfant généralement abandonné par ses parents ou dont les parents sont décédés ou sont inconnus. Voilà la règle générale qu'en dehors de toute considération juridique subtile tout le monde est apte à comprendre. L'adoption, autrefois, n'a pas toujours été faite dans l'intérêt du seul adopté puisqu'aussi bien, même en droit romain, l'intérêt de l'adoptant était considéré plus souvent que l'intérêt de l'adopté. L'adoptant cherchait en effet, faute de descendance légitime, à perpétuer les droits du *pater familias* à travers une famille qui était créée par l'adoption. C'est ainsi qu'Octavien, après avoir été adopté par Jules César, devint Auguste et hérita du pouvoir.

La légitimation adoptive, au contraire, a été faite uniquement dans l'intérêt des enfants abandonnés ou sans parents. Le texte élaboré en 1958 a prévu une procédure sans l'entourer malheureusement de précautions préalables suffisantes, dont l'absence a, incontestablement, été la cause des drames que nous avons connus et dont je rappelais tout à l'heure l'existence.

Procédure trop sommaire, enquête trop rapide et, dans certains cas, erreur à la base même, le résultat est dramatique, car l'enfant qui, dans l'hypothèse de la légitimation adoptive, est remis généralement très jeune à sa famille adoptive — et il y a intérêt à ce qu'il lui soit remis le plus jeune possible — risque, lorsque la procédure a été mal conduite, l'enquête mal faite, de se trouver tout à coup arraché à la famille dans laquelle il est entré. Et c'est le drame, car quelle que soit la valeur des liens du sang que, pour ma part, je ne cherche pas à contester, il n'est pas douteux que, pour l'enfant, celle qui, depuis qu'il a pris une connaissance quelconque des choses qui l'entourent, s'est penchée sur lui, l'a soigné lorsqu'il était malade, l'a grondé lorsqu'il était méchant, lui a acheté ses jouets de Noël, est sa mère, sa vraie mère, sa maman. (*Applaudissements.*)

Vous comprendrez, par conséquent, l'arrachement produit, le choc psychique grave dans l'âme de l'enfant, le trouble qui peut en résulter pour son avenir, le renouvellement de drames semblables.

Lorsque je parle du drame et du choc psychique causés chez l'enfant par l'arrachement à la famille adoptive, qui est la seule connue, je n'ai en vue et en considération que le seul intérêt de l'enfant. Ceci ne veut pas dire qu'il faille complètement négliger l'intérêt légitime de la famille adoptante, intérêt secondaire peut-être par rapport à l'intérêt de l'enfant, mais intérêt quand même car, enfin, les adoptants sont *a priori* des gens intéressants, ils jouent un rôle socialement très important et, dans la mesure où ils permettent de donner une famille à des enfants qui n'en ont pas et qui n'en auront peut-être jamais, leur rôle social est éminent. Par conséquent, leur position sociale doit être protégée par la loi. C'est l'expression de la sagesse et du bon sens. (*Très bien*)

Il y a peut-être d'autres intérêts sur le plan sentimental à considérer. Comme j'ai promis tout à l'heure l'objectivité, je les considérerai tous.

A priori, la mère, le père qui n'ont pas reconnu l'enfant ou qui l'ont abandonné, ne sont pas dignes d'intérêt par rapport à l'enfant lui-même et par rapport à la famille adoptante. Il y a toujours quelque chose de répugnant dans notre morale courante, admise par tous, dans l'abandon d'un enfant par sa mère ou par ses parents.

Dans notre état social, qui n'en est pas encore arrivé à la perfection, il peut y avoir certaines circonstances exceptionnelles que nous déterminerons tout à l'heure, que l'on peut admettre et qui peuvent donner lieu à un recours. C'est le cas où la mère, mineure, pauvre, abandonnée, rejetée par ses parents, la fille mère traditionnelle des romans populaires, se trouve dans une situation telle qu'au moment où elle abandonne son enfant elle est dans un certain état de contrainte morale.

Il y a donc des intérêts dont l'antagonisme, vous le sentez bien, rend extrêmement difficile la rédaction d'une loi. D'autre part, il faut protéger ce qui est socialement utile, c'est-à-dire la légitimation adoptive. Pour la protéger, il faut la consolider, il faut donner aux adoptants l'assurance qu'à un âge quelconque de la vie de l'enfant on ne viendra pas le leur arracher. Cela est indispensable.

D'autre part, il faut préserver l'intérêt de l'enfant qui doit rester dans la famille qui l'a adopté, qui a créé avec lui des liens affectifs très étroits et utiles, qui s'est occupée par surcroît de son éducation et de sa santé.

Il convient aussi, de temps en temps, épisodiquement, très rarement peut-être de préserver cet intérêt auquel nous ne pouvons pas manquer d'être sensibles de la mère naturelle parce qu'il est aussi le fruit de cette imperfection sociale que nous déplorons, la vraie mère ne trouvant pas toujours, dans le cadre de notre société moderne, l'appui qu'elle devrait trouver auprès des pouvoirs publics et de l'aide sociale.

Nous devons, à cet égard, déplorer l'imperfection de notre législation. Peut-être traînons-nous encore un ensemble de préjugés et de mœurs d'autrefois qui nous empêchent de donner à la mère, lorsqu'elle met son enfant au monde, le sentiment qu'elle pourra, malgré toutes les difficultés, le garder avec elle. Nous devons favoriser l'éclosion de ce sentiment normal que toute société organisée doit à l'origine protéger. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

En l'état de ces antagonismes divers, que doit donc faire le législateur qui ne peut pas tout prévoir? D'abord, sur le plan général, entourer la légitimation adoptive de toutes les précautions préalables nécessaires. Nous avons actuellement, dans l'arsenal de nos lois de procédure, des possibilités assez grandes : enquêtes sociales, présence d'un juge des enfants, possibilité pour M. le procureur de la République chargé de diligenter cette procédure de se renseigner très complètement, enfin tout un arsenal judiciaire qui doit permettre de penser que le « vu, ne s'oppose », qui est généralement apposé par M. le procureur de la République au bas d'une requête de légitimation adoptive, n'est pas simplement le fruit d'un acte quotidien du parquet, mais l'expression d'une conviction profonde.

Monsieur le garde des sceaux, il vous appartiendra, par voie de circulaire, d'appeler l'attention des magistrats du ministère public sur l'importance de la légitimation adoptive, de souligner qu'il ne s'agit pas là d'un travail rituel et banal du parquet, comme nous l'avons vu, hélas ! quelquefois, mais qu'il s'agit au contraire d'une action très importante, confiée à des magistrats qui doivent y apporter toute l'attention nécessaire.

Une fois qu'on aura entouré la procédure de légitimation adoptive de toutes les précautions voulues, il faudra nécessairement, lorsque les parents seront connus ou lorsque l'un des deux seulement le sera, attirer leur attention sur la gravité de l'abandon. Il faut bien leur faire sentir qu'ils courent vers la dépossession de leur enfant. Il appartient aux services de l'aide sociale et, ensuite, au juge, de donner les avertissements nécessaires, d'indiquer les délais dans lesquels la mère peut se reprendre. Avant d'arriver à la légitimation adoptive, qui fera disparaître l'enfant de sa famille d'origine pour le faire entrer dans sa famille légitime naturelle adoptive, il faudra prévenir les intéressés, et les prévenir complètement, de toutes les conséquences de leur acte.

M. Emile Durieux. Très bien !

M. Edouard Le Bellegou. Lorsque tout cela aura été fait, lorsque la mère aura été aidée et conseillée, si elle est connue — le cas des parents inconnus est examiné dans le cadre des propositions faites par la commission — si nous arrivons à ce point de perfection judiciaire, hélas ! toujours très difficile à atteindre, alors pour être logique avec soi-même, il

faudra supprimer la tierce opposition. C'est la seule mesure qui donnerait à la famille adoptive une garantie totale.

Je crains, hélas ! que nous ne soyons pas encore arrivés à cet égard à un tel degré de perfection. Pour réserver les cas extrêmes, dont je parlais tout à l'heure, du repentir d'une mère dans les conditions que j'exprimais et que tout le monde comprend certainement, nous avons été conduits à admettre en la matière la procédure de la tierce opposition.

Notez que lorsque les parents seront connus, lorsqu'on les aura interpellés dans la procédure, il n'y aura plus de tierce opposition et les précautions que l'on prendra à cet égard mettront les familles adoptantes à l'abri d'un recours éventuel. La tierce opposition n'est en effet possible qu'aux personnes qui n'ont pas participé au premier débat. Là encore, c'est la pratique du parquet qui doit s'instaurer et appeler aux débats les personnes intéressées lorsqu'elles sont connues.

Mais lorsqu'on se trouvera dans une autre hypothèse, lorsque la mère n'aura pas été connue et que la tierce opposition sera possible, il faudrait, et j'avoue que j'ai, pour ma part, beaucoup hésité sur la rédaction d'un amendement auquel j'ai finalement renoncé, tellement la question était difficile, il faudrait, dis-je, non pas seulement rendre la tierce opposition plus difficile par la fixation d'un délai, mais peut-être la rendre plus difficile encore en prévoyant certaines conditions d'irrecevabilité de fonds.

En effet, nous sommes dans une matière où la tierce opposition est exceptionnelle. Je sais bien que l'arrêt de la cour de cassation de 1960, que rappelait tout à l'heure M. le rapporteur, l'a déclarée recevable. Mais il nous suffit d'ouvrir notre petit code civil pour y trouver, à l'article 368 relatif à la légitimation adoptive, la référence à un autre arrêt de cassation qui est, lui, de 1958. Il est vrai que ce dernier arrêt est en matière d'adoption, mais il est indiqué que tous les actes de juridiction gracieuse constitutifs d'un état nouveau ont l'autorité de la chose jugée *erga omnes*, c'est-à-dire, vis-à-vis de tous, donc susceptibles de tierce opposition.

Je ne sais si cet arrêt figure dans les dernières éditions du code civil ; peut-être fût-il mentionné jusqu'à l'arrêt de 1960, mais celui de 1958 est formel : il pose le principe de l'autorité à l'égard de tous, *erga omnes*, d'un jugement créant un état civil nouveau. En conséquence, on ne peut admettre que très exceptionnellement la tierce opposition.

On l'a déjà réduite en ce qui concerne le délai, car le délai normal est de trente ans.

L'Assemblée nationale, par la voie d'amendements que je comprends parfaitement, a tenté de barrer la route à la tierce opposition. Je dois avouer que j'en étais personnellement très peu partisan et que je ne me rallie que pour les raisons que j'ai exposées, dans des circonstances particulières, en attendant un texte meilleur et que des précautions plus grandes soient prises.

Le délai de trois mois n'est pas un délai sérieux pour un juriste ou pour un praticien du droit. Ou bien, l'on supprime la tierce opposition, ou bien, on accorde un délai supérieur, car il n'est pas de procédure, surtout de procédure compliquée comme celle-là, qui puisse être régulièrement avancée dans un délai si court.

Je crois qu'un an constitue un délai raisonnable et qu'il empêchera beaucoup de repentirs tardifs de remettre en cause la légitimation adoptive. Ce sera toujours cela de gagné.

Je m'étais préoccupé de savoir si l'on ne pouvait, en dehors de cette question de recevabilité du point de vue du délai, poser une question de recevabilité quant au fond, car s'agissant d'un jugement d'état, on retrouve la réserve habituelle de notre droit selon laquelle le jugement peut être attaqué en cas de fraude ou de dol, bien entendu, en cas de faux par exemple. N'était-il pas nécessaire d'indiquer expressément dans la loi, à l'intention du juge, que la tierce opposition ne serait recevable que lorsque l'abandon aurait eu lieu, de la part des parents, dans un état de contrainte morale qui les avait empêchés de discerner très exactement la portée de leur geste ? Il s'agit là de l'appréciation d'un ensemble de faits, et l'expérience judiciaire nous apprend qu'il est toujours difficile d'essayer d'enfermer dans un texte précis des circonstances de faits que l'on veut imposer aux juges.

Ceux-ci sont libres. Ils décident souverainement quant aux circonstances de faits qui leur permettent de recevoir une tierce opposition. Il faut, si on leur fait confiance, leur conserver cette liberté, mais là encore, monsieur le garde des sceaux, il est nécessaire que les magistrats du parquet prennent la parole — ils doivent le faire en tout cas dans des audiences de ce genre qui sont importantes — pour attirer l'attention des juges dans le cas où la tierce opposition ne leur paraît pas être justifiée par des motifs exceptionnels, dans le cas où il n'est pas démontré que la mère qui a abandonné l'enfant ou que le père qui n'a pas reconnu ou qui a abandonné l'enfant se trouvait dans un état qui le contraignait à l'abandon, en état de contrainte morale ou de misère. Il faut que les magistrats du ministère

public attirent l'attention du tribunal sur la gravité de la remise en cause d'un jugement de légitimation adoptive.

Je crois, par conséquent, qu'on peut admettre à cet égard, en attendant de perfectionner nos moyens d'information judiciaire, le texte proposé par la commission et, personnellement, je m'y suis rallié dans un désir de conciliation tout en considérant que, dans ce domaine, la suppression de la tierce opposition eût donné ce sentiment de sécurité complète et absolue aux familles adoptantes dont nous avons socialement bien besoin pour venir au secours des enfants malheureux et abandonnés.

Les difficultés qui surgissent lorsqu'il s'agit de prononcer la légitimation adoptive — c'est là la deuxième partie de mon propos — le rapporteur nous les a expliquées tout à l'heure longuement et opportunément.

Il se pose la question de l'abandon. Bien sûr, l'Assemblée nationale a adopté un test qui prend l'effet pour la cause : lorsqu'on ne s'est pas occupé d'un enfant pendant un an, on peut dire que c'est une circonstance de fait susceptible de faire présumer l'abandon. Seulement, dans l'esprit des juristes plus subtils, l'abandon, c'est plus que cela.

Il est très coupable, évidemment, si l'on n'a aucune excuse, d'abandonner un enfant pendant un an, mais l'on peut avoir, comme je l'expliquais tout à l'heure, des raisons plus fortes que soi qui font que l'on est obligé de le faire sans avoir pour autant l'intention profonde, définitive d'abandonner. Vous voyez combien tout cela est délicat et subtil.

Donc, définir l'abandon est une chose psychologiquement impossible et combien il est difficile de le définir dans un texte !

Aussi la commission s'est-elle bornée à un travail technique utile, que je crois juridiquement efficace et qui a consisté à reprendre l'esprit du texte de l'Assemblée nationale quant à la notion de l'abandon, mais en l'harmonisant avec l'ensemble de notre législation.

Je crois que c'est la coordination qui est importante. En effet, si j'ai accepté la proposition du rapporteur, qui m'a paru très judicieuse, c'est parce qu'il est temps de chercher la solution du problème non plus dans de petits articles de loi, parsemés dans nos codes ; s'agissant d'un problème aussi grave, il est important de rassembler tous les textes qui concourent au même but, qui contiennent les mêmes principes et les mêmes notions.

Or, les notions d'enfants maltraités ou abandonnés apparaissent dans le texte de la loi de 1889 sur l'enfance maltraitée. D'un autre côté, l'enfant abandonné ou maltraité, c'est précisément celui dont il faudrait souhaiter la légitimation adoptive. Les textes, quant aux buts poursuivis, s'entremêlent étroitement.

Je considère que la référence précise aux textes et les modifications proposées par le rapporteur à la loi de 1889 qui les complète en ce qui concerne les enfants pour lesquels la délégation de tout ou partie de la puissance paternelle n'a pas été consentie par des parents connus, permettent d'harmoniser l'ensemble de ces textes en donnant de l'abandon, non pas une définition — ce qui, à mon avis, est impossible — mais en tout cas une sorte de référence juridique que l'on retrouvera dans les textes de la matière.

Telles sont les raisons pour lesquelles je souscris à la conclusion du rapporteur et c'est pourquoi, tout à l'heure, sur l'ensemble, après la discussion des différents articles, le groupe socialiste, préoccupé non seulement du côté juridique du problème, mais comme vous tous, du reste, je le pense, de son aspect social, votera ces dispositions.

Le code civil, en effet, est une grande chose et vous savez que les juristes aiment que l'on n'y touche qu'avec beaucoup de précaution, n'est-il pas vrai ? On l'a souvent mis à mal — dans des conditions pas très heureuses — mais ce code civil doit être aujourd'hui imprégné d'autre chose que de l'esprit individualiste ayant animé les grands juristes qui avaient concouru à sa rédaction.

Nous vivons le siècle social. Il est par conséquent nécessaire de donner à nos lois la portée sociale moderne indispensable. Il faut colorer et pénétrer profondément de social l'esprit du code civil, nous évader de l'individualisme de 1792 pour retomber dans une conception plus logique, plus moderne et plus adaptée à notre époque où la législation civile doit être inspirée d'esprit social.

Voilà pourquoi le groupe socialiste votera tout à l'heure le projet de loi rapporté par notre collègue M. Jozeau-Marigné. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. Mesdames, messieurs, après l'exposé du rapporteur de la commission, M. Jozeau-Marigné et les nouvelles explications de M^e Le Bellegou — il permettra que je l'appelle ainsi — je pense que le débat, du moins sur le plan général, est à peu près clos. Cependant, je voudrais poser de nouveau le problème dans son contexte social.

Pourquoi y a-t-il des adoptions sinon parce qu'il y a des enfants abandonnés ? Je prends le terme, non dans son sens juri-

dique, si difficile à cerner, mais dans son sens social. Il s'agit là, avec l'adoption, d'un moyen de compenser, pour les enfants victimes de la société ou de l'époque ou encore du simple caractère humain de leur condition, le drame de l'abandon, et c'est pour cela que je reprends à mon compte les paroles de M. Jozeau-Marigné : tout doit être fait dans l'intérêt de l'enfant et seulement dans l'intérêt de l'enfant.

Telle est la raison pour laquelle on est quelquefois gêné de voir, dans un certain nombre de conflits trop largement étalés dans les colonnes des journaux, s'opposer violemment les intérêts d'adultes qui se disputent des enfants, oubliant la grande leçon que donnait déjà le roi Salomon, car n'oublions pas que déjà, dans l'Ancien Testament, on se disputait les enfants. Oui, le seul problème, c'est celui de l'intérêt de l'enfant.

La tierce opposition dont il a été tant parlé, je me demande, mon cher ami, après y avoir longuement réfléchi si, humainement, elle est recevable ; car elle ne peut l'être que s'il y a intérêt. Peut-on dire qu'un père ou une mère par le sang, que des époux, même légitimes, ayant un enfant, ont un droit sur lui ? Ils n'ont à son égard que des devoirs, des devoirs qui doivent aller jusqu'au sacrifice d'eux-mêmes. Ils n'ont pas de droit sur leur enfant : c'est là une notion largement dépassée par l'évolution d'une quinzaine de siècles.

Donc, je crois que la tierce opposition, nous devons la faire figurer dans le cadre d'un texte qui va calmer bien des scrupules. Nous allons lui donner des limites raisonnables. Nous allons construire un système d'adoption qui ne puisse pas être contesté.

Si j'ai fait allusion tout à l'heure aux propos tenus dans une certaine presse, c'est parce que je voudrais aussi que chacun se pénétre de cette idée qu'il n'y a pas de commerce d'enfants possible, que c'est là la chose la plus éhontée qui soit. Fût-ce avec les principes les plus nobles au départ, tout doit être fait pour que les parents conservent leurs enfants, pour qu'une mère ne soit pas séparée de son enfant, pour que le lien du sang soit défendu.

C'est là, je crois, le devoir essentiel du législateur et si, vous le voyez, le juriste parle assez peu de textes de droit et évoque ce point de vue social et humain, c'est peut-être parce que certaines campagnes de presse animées par des sentiments nobles, je veux l'espérer, ont pu porter un très grand tort aux enfants, parce qu'elles ont provoqué dans certains foyers ayant adopté des enfants une angoisse, une incertitude, une panique non justifiée — je pense que M. le garde des sceaux nous le dira avec précision — par le nombre des adoptions remises en cause qui est infime, n'est-ce pas, monsieur le garde des sceaux ?

Alors, la comparaison entre l'intérêt de ces enfants, le tumulte de ces campagnes de presse, ces querelles, ces parents qui, dans le prétoire, comme sur une scène, se disputent les enfants, tout cela ne va-t-il pas contre l'intérêt de ceux qui sont des mineurs, de ceux qui n'ont pas la possibilité de se défendre dans la vie à égalité d'armes avec les adultes, de ceux qui sont des faibles, mais qui se trouvent sous notre responsabilité ?

Je vous affirme, mesdames, messieurs, qu'en matière de questions d'Etat le législateur doit être empli d'une grande crainte. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. Mesdames, messieurs, le groupe communiste ne peut se désintéresser du douloureux problème que pose ce texte de loi pour l'enfance malheureuse, pour ceux qui n'ont pas le bonheur, dès après leur naissance, de faire leurs premiers pas dans la vie au sein d'un foyer normal. En France, le nombre de ces enfants matériellement et moralement abandonnés est important. Dans mon seul département de Seine-et-Oise, au 31 décembre 1962, sur près de 10.000 enfants placés sous la tutelle ou la protection des services de l'aide sociale à l'enfance, 1.897 étaient des enfants trouvés, abandonnés, orphelins ou moralement abandonnés. Par ailleurs, le nombre des adoptions et des légitimations adoptives prononcées en France qui, d'après les statistiques, s'élevaient pour l'année 1960 à 3.884, situe l'importance de cette question, si l'on tient compte qu'il ne s'agit là que d'une faible partie de ces enfants confiés au service de l'aide sociale à l'enfance ayant pu bénéficier, soit d'une adoption simple, soit d'une légitimation adoptive.

Combien d'autres, après avoir été ballottés de dépôts en foyers, sont tout simplement placés dans des familles nourricières, et qui deviendront à quatorze ans des employés de ferme et des bonnes à tout faire et, sauf exception, ne connaîtront pas la douceur d'un véritable foyer familial. La société directement avec ses services officiels ou par l'intermédiaire de différentes œuvres ou établissements de bienfaisance, considérera avoir fait son devoir.

Le problème que constituent ces enfants n'est, hélas, pas nouveau non plus que la tendance à favoriser le système de l'adoption, encore que celle-ci s'affirmera tardivement en France. Notre droit civil reposant sur une conception très fermée de la famille, le législateur a longtemps montré beaucoup de réti-

cence pour introduire dans celle-ci un individu que la nature n'y avait pas placé.

C'est seulement à l'époque du Premier empire que le principe même de l'adoption fut introduit dans nos lois. Il a bien fallu tenir compte des situations nées des multiples guerres, avec les nombreux orphelins qui en résultaient. Par ce moyen, l'Etat se déchargeait ainsi et déjà sur les particuliers généreux des obligations d'aide et d'assistance qui devaient normalement lui incomber.

Peu à peu, la législation a évolué de l'adoption simple qui, malgré les liens créés entre l'adoptant et l'adopté, ne faisait pas disparaître pour autant les conséquences de la filiation de ce dernier, pour aboutir à cette formule de la légitimation adoptive qui confère à l'enfant légitimement adopté les mêmes droits et les mêmes obligations que s'il était né du mariage en rompant tous les liens qui pouvaient l'unir avec sa famille naturelle. On comprend que ce soit cette formule d'adoption qui ait de plus en plus la faveur des couples désirant adopter un enfant, ainsi qu'en témoignent les statistiques.

Nous considérons qu'en raison du nombre croissant d'enfants sans famille, matériellement ou moralement abandonnés, il convient d'encourager les initiatives généreuses en facilitant et en simplifiant les conditions générales de l'adoption, en donnant également aux adoptants toutes les garanties nécessaires pour que ne puissent se renouveler les lamentables procès dont les enfants sont le douloureux enjeu. On ne peut rester insensible aux situations dramatiques dont il a été fait état dans cette dernière période.

Pour nous, mesdames, messieurs, ce ne sont pas les liens du sang qui sont déterminants, et comme le disait tout à l'heure M. Le Bellegou, nous considérons que pour un enfant, ses véritables parents ne sont pas ceux qui l'ont mis au monde s'ils s'en sont ensuite délibérément et volontairement désintéressés ; ses véritables parents ce sont ceux qui l'ont recueilli, entouré d'affection, de tendresse, lui ont donné un foyer où il pourra s'épanouir dans les meilleures conditions possibles.

Mais on peut évidemment se poser la question : pourquoi y a-t-il tant d'abandons ; n'est-il pas possible d'en limiter le nombre ? Cela m'amène à examiner l'aspect social du problème, car s'il est vrai que c'est d'abord l'intérêt de l'enfant qui est dans notre pensée et que si, dans bien des cas, il n'est pas du côté de sa famille naturelle, il est nécessaire de voir les raisons de certains abandons et de certains délaissements.

Il y a des parents indignes ; il y a des enfants en danger physique et moral dans des foyers délabrés par le vice, par l'ivrognerie, et pas seulement dans des milieux où sévit la misère, mais c'est, à de rares exceptions près, seulement parmi ces derniers que s'exerce la surveillance officielle.

Bref, il n'est pas question pour nous de minimiser cet état de choses, ni les funestes conséquences qu'en subirait les enfants si des interventions n'étaient faites pour les soustraire à ces milieux, mais il y a des circonstances où l'affection des parents naturels n'est pas en cause et qui, cependant, conduisent peu à peu à une situation d'abandon, à une situation de délaissement. Ces circonstances sont, d'une part, d'ordre moral, d'autre part, d'ordre économique et social.

Voyons le premier point. Il y a cette jeune fille enceinte délaissée, y compris par sa famille où les préjugés sont tenaces, accouchant clandestinement dans une maison maternelle où elle est entourée d'ailleurs de soins dévoués, puis se retrouvant sans moyens d'existence lui permettant de garder son enfant. Il est vrai que les services sociaux lui prodigueront leurs conseils et leurs encouragements pour qu'elle puisse garder son enfant, mais quels sont les moyens qui lui sont offerts ? Trois mois dans une maison maternelle départementale, parce qu'il n'y en a qu'une et que la place est limitée. Croit-on qu'ainsi tout a été fait pour que cette mère n'abandonne pas un jour son enfant ? Que se passera-t-il ensuite ? Il lui faudra trouver un emploi dont souvent la rémunération ne lui permettra pas de vivre en payant la nourrice. Sait-on que le mois de nourrice coûte actuellement environ 250 francs ?

Que peut faire une femme seule dans ces conditions, quand on sait que nombre de salaires ou de traitements féminins ne dépassent pas 400 ou 450 francs par mois ? Comment pourra-t-elle payer la chambre d'hôtel, se vêtir, elle et son enfant, et se nourrir avec ce qui lui reste ? A la mère, première victime de préjugés d'ordre moral dont on sait qu'ils peuvent aller jusqu'au crime, s'ajoutera ensuite l'enfant innocent. Que dire de ces préjugés subsistant, hélas ! sur les bâtards, sur ces enfants inopportuns parce que nés en dehors d'un couple légitimement uni, qui forment le gros des abandons ?

Voyons maintenant les circonstances d'ordre économique et social. Combien sont-ils, ces ménages obligés de se séparer de leurs gosses parce qu'astreints à vivre dans un meublé où les enfants sont interdits, au même titre que les chiens d'ailleurs ? La maladie survient ; le loyer du meublé absorbe la totalité

des prestations sociales. Les mois de nourrice sont impayés et souvent, c'est là que commence le drame.

Il y a ce ménage qui, dans une localité de ma région, fut un jour expulsé *manu militari* à la requête du propriétaire, pour habiter lui-même. Trois enfants en bas âge sur le trottoir, je les vois encore, avec la mère et quelques meubles, le père étant au travail, relogés provisoirement tant bien que mal dans un grenier par des personnes compatissantes. Malgré de multiples interventions auprès d'organismes publics, ce provisoire a duré jusqu'au moment où le père et la mère ont été hospitalisés ensemble dans un service de pulmonaires et les enfants placés loin des parents par les soins de l'aide à l'enfance.

Que deviendront ces gosses ? Les services sociaux interviennent — ils ont d'ailleurs peu de moyens et leur rôle se borne, hélas ! trop souvent à consommer la dislocation de la famille et non à rechercher les moyens de la rassembler.

Sur la base d'exemples personnels, je pourrais énumérer un certain nombre de cas sociaux de ce genre qui ont eu pour épilogue l'abandon d'enfants ; à l'origine il y a très souvent la misère ; il y a aussi, hélas ! le drame du logement.

Autant, par conséquent, nous considérons qu'il est nécessaire de faire de la légitimation adoptive une institution solide et d'en finir avec les incertitudes qui pèsent sur les parents adoptifs à la suite des récents procès qui ont soulevé parmi eux une émotion que nous comprenons, autant nous considérons que tout doit être mis en œuvre pour limiter le nombre des abandons.

Ce n'est malheureusement pas dans cette voie que va la politique gouvernementale, notamment dans le domaine du logement. Il faut des années d'attente à un jeune ménage pour obtenir un logement H. L. M. dans la Seine ou en Seine-et-Oise. Combien d'entre eux ne résistent pas à une telle attente ! Réduire les crédits de la construction d'H. L. M. comme le fait le Gouvernement, c'est préparer la dislocation des familles, c'est préparer les conditions de l'abandon d'enfants.

Par ailleurs, où sont ces maisons et ces hôtels maternels ? Où sont ces crèches, où sont, en un mot, ces équipements sociaux qui permettraient d'apporter l'aide matérielle et morale qui s'impose aux familles en difficulté ?

Tout cela, mesdames, messieurs, vous le savez bien, est réduit à sa plus simple expression.

De plus, peut-être faudrait-il que les rapports entre les services de l'aide sociale à l'enfance et les parents des enfants qui leur ont été confiés soient moins administratifs et plus humains. Je sais que ces services ont peu de personnel et que leur tâche est lourde et difficile. Mais je pense à une affaire relativement récente, à cette femme abandonnée avec ses trois enfants par un époux buveur. Obligée de travailler, sans logement, et ne pouvant payer que deux nourrices, elle confie l'un de ses enfants à l'Assistance publique. Quand, ayant enfin trouvé un logis, elle veut reprendre l'enfant confié, elle apprend qu'elle l'a abandonné faute d'avoir répondu à une lettre recommandée qu'elle n'a pu recevoir, n'ayant pas de logis.

L'enfant n'est pas adopté, mais on dit à la mère qu'il est trop tard pour qu'elle puisse le reprendre et l'on s'emploie à lui faire admettre volontairement l'adoption envisagée. La mère n'est pas déchue, mais on refuse de lui rendre son enfant.

Ce sont là des drames qui ne se produiraient pas si, dans ces problèmes humains, les rapports entre les services et les parents l'étaient aussi. La lettre recommandée qui couvre l'administration, mais qui est à l'origine du drame, est l'illustration d'une sécheresse peu recommandable en cette matière si sensible.

Que penser d'une adoption pouvant être prononcée dans de telles conditions ? Dans un tel cas, si la mère refuse de consentir à l'abandon, estimera-t-on que ce refus est abusif ? Avec la modification de l'article 352 du code civil, le tribunal pourrait-il passer outre ? C'est une question que je vous pose, monsieur le rapporteur ou monsieur le garde des sceaux.

A cet égard, nous pensons que les dispositions introduites dans ce texte par notre commission des lois avec l'article 10 nouveau sont utiles, parce qu'elles permettront aux magistrats de connaître le dossier complet de l'enfant et de se prononcer en toute connaissance de cause si de surcroît, d'ailleurs, une enquête complète et objective a été faite.

C'est à la fois l'intérêt bien compris de l'enfant et des familles adoptives que ne subsiste aucune équivoque.

Ce texte de loi, qui a essentiellement pour objet de tranquilliser les familles adoptives, de les mettre à l'abri de recours, du fait de l'utilisation possible de la tierce opposition par des intéressés qui n'ont pas été mis en cause lors du jugement, recevra l'adhésion du groupe communiste. Nous estimons en effet qu'il faut donner aux parents adoptifs qui se sont attachés à un enfant la garantie et la certitude que l'enfant qui est devenu le leur le restera. Le délai trentenaire admis jusqu'à présent pour la recevabilité de la tierce opposition, bien que d'une rare utilisation, est cependant de nature à nuire gravement

à la stabilité de la famille adoptive et il peut avoir de très graves conséquences pour l'enfant lui-même.

Réduit à trois mois par l'Assemblée nationale, ce délai n'était plus que théorique. Notre commission des lois l'a ramené à un an. C'est un délai raisonnable, d'autant plus que des garanties ont été apportées et que le nombre des personnes fondées à utiliser la tierce opposition a été limité.

Alors que certaines dispositions intéressantes avaient été introduites dans ce texte par l'Assemblée nationale, notre commission des lois les a écartées dans un souci, je crois, d'unité et aussi en raison des difficultés qui ont surgi à leur examen, tels par exemple les problèmes de l'état civil. Le garde des sceaux a pris l'engagement de réunir une commission spéciale pour étudier une refonte des textes du code civil concernant l'enfance abandonnée, l'adoption, y compris ces problèmes de l'état civil dont l'importance, pour les enfants, ne nous échappe pas.

Le travail de ces commissions est parfois très long et nous souhaitons que celle-ci aboutisse dans les meilleurs délais et résolve, entre autres problèmes celui de la notion d'abandon, afin que ne subsiste plus d'équivoque sur ce point, origine de tant de conflits.

Nous souhaitons que cette commission travaille dans un sens progressiste en écartant un certain nombre de notions, à notre avis périmées, relatives aux intérêts successoraux par exemple, et que, d'autre part, soient réexaminées certaines limites d'âge et certaines conditions requises pour la légitimation adoptive, tant en ce qui concerne les adoptés que les adoptants.

Telles sont, mesdames et messieurs, les observations que je voulais présenter, au nom de notre groupe communiste, sur ce texte de loi que nous voterons. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Vérillon.

M. Maurice Verillon. Mesdames, mes chers collègues, à ce point de la discussion, vous me permettez d'évoquer une question posée depuis longtemps déjà par l'association des parents adoptifs.

Cette question avait justifié une action pour une révision du statut des fonctionnaires. Je précise dès l'abord que le ministère de la santé publique et de la population avait accepté le principe du dépôt d'un texte de loi modificatif.

Mais de quoi s'agit-il ? Le statut des fonctionnaires de 1949 prévoit en ses articles 9 et 31 des dispositions particulières en faveur des femmes fonctionnaires mères de famille.

L'article 9 donne bonification d'un an de service à la femme fonctionnaire par enfant qu'elle a eu. L'article 31 accorde une bonification de retraite de 10 p. 100 à la femme fonctionnaire qui a élevé trois enfants de la naissance à seize ans. Or, l'article 9, en raison du sens précis du verbe « avoir » exclut du bénéfice de ces dispositions la femme fonctionnaire ayant des enfants adoptés ou légitimés.

Une action avait été engagée au Parlement en 1958 et un projet de loi prévoyait que le bénéfice des articles 9 et 31 s'appliquerait aux femmes fonctionnaires intéressées. Mais avec l'avènement de la V^e République — les auteurs n'ayant pas été réélus — le projet disparaissait dans l'oubli.

En janvier 1960, le Gouvernement répondait à une question d'un membre de l'Assemblée nationale qu'une modification favorable à la cause de l'adoption interviendrait lors de la prochaine modification générale du statut. Mais rien n'est venu !

J'habite dans un département et plus précisément dans une vallée — celle de la Drôme — où les populations sont particulièrement soucieuses de leurs devoirs d'humanité, de solidarité, de générosité. Les adoptions y sont nombreuses. On comprend mal le sort différent fait aux parents légitimes et aux parents adoptifs.

A la question écrite n° 13369, *Journal officiel* du 27 janvier 1962, déposée par M. le député Maurice Pic, M. le ministre délégué auprès de M. le Premier ministre répondait fort courtoisement qu'il était disposé « à rechercher un aménagement des textes plus favorable aux enfants adoptifs » et il poursuivait : « des études vont être entreprises dans ce sens avec le ministre des finances et des affaires économiques. »

Vous jugerez de notre déconvenue lorsqu'il était répondu à ma question écrite n° 2931, *Journal officiel* du 7 décembre 1962, par M. le ministre des finances : « Il n'y a pas lieu d'envisager au profit des femmes fonctionnaires une extension de la législation traditionnelle telle qu'elle leur est appliquée dans ce domaine depuis 1924 et dont le fondement repose uniquement sur l'existence d'un lien de filiation par le sang et non sur la notion d'enfants à charge telle qu'elle est retenue notamment en matière de prestations familiales. »

Mesdames, mes chers collègues, où sont la raison et le bon sens ? Ce problème dépasse le modeste cadre des fonctionnaires. Situons-le sur un plan général. Il est équitable, et il est juste que ceux qui ont accepté la responsabilité pleine et entière de

petits êtres qu'ils ont adoptés et légitimés aient les mêmes devoirs, mais aussi les mêmes droits que les parents légitimes.

Je serais très heureux, monsieur le garde des sceaux, que vous vouliez bien, sur ce point que je considère important, me donner votre sentiment et, usant de votre haute autorité, apporter à ce grave problème la solution favorable, juste et humaine qu'attendent les parents adoptifs. (*Applaudissements.*)

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Mesdames, messieurs, si je parle le dernier dans cette discussion générale, ce n'est pas que le Gouvernement méconnaît l'urgence et l'importance des textes qui sont en discussion. Il ne pouvait au reste les reconnaître mieux et plus efficacement qu'il ne l'a fait en inscrivant ces propositions de loi à l'ordre de la session extraordinaire en cours.

Les propositions de loi déposées à l'origine sur le bureau de l'Assemblée nationale sont, on vous l'a déjà rappelé, en relation avec l'émotion produite par des décisions judiciaires rendues sur des situations extrêmement douloureuses. A la suite de ces décisions, est née dans l'esprit de nombreux parents adoptifs ou de nombreux parents qui ont obtenu le bénéfice de la légitimation adoptive une véritable hantise d'insécurité et, le mouvement s'amplifiant, le nombre même des adoptions et des légitimations adoptives s'en est trouvé diminué.

Il n'est évidemment pas question d'intervenir dans des affaires soumises encore à l'heure actuelle à des juges, qui doivent se prononcer à leur égard en pleine liberté et en pleine souveraineté, mais il est utile que le législateur intervienne pour calmer une émotion et rendre la sécurité aux parents adoptifs en renforçant la solidité des légitimations adoptives et des adoptions.

Tel est l'objet de la proposition de loi qui vous est aujourd'hui soumise.

Avant de m'expliquer très brièvement sur le fond, je voudrais dire que ces textes ne sont pas les seuls moyens qui existent de rassurer les parents adoptifs et qu'une autre considération, qui a été esquissée tout à l'heure par M. Marcihacy, est également de nature à le faire.

Si la Cour de cassation a admis, en 1960, la recevabilité de la tierce opposition à un jugement de légitimation adoptive, il importe tout de même de remarquer que, depuis l'institution de la légitimation adoptive, en 1939, plus de 20.000 jugements ont été rendus et que le nombre des contestations a été fort heureusement infinitésimal.

D'autre part, même sous l'empire des textes que nous allons maintenant modifier, si la tierce opposition est recevable pendant trente ans, le fait qu'elle soit exercée ne signifie pas nécessairement qu'elle sera reconnue bien fondée quant au fond.

Quoi qu'il en soit, il est indiscutable que cette voie de recours est à l'heure actuelle admise pendant un temps excessivement long et qu'une réforme du droit s'imposait sur ce point.

Les propositions de loi déposées sur le bureau de l'Assemblée nationale avaient, pour la plupart, des objets très divers et traitaient de multiples questions. Du reste, le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale porte la trace de ce caractère un peu composite des propositions de loi sur lesquelles la première assemblée avait statué.

Le Gouvernement se rallie entièrement à la méthode qui est aujourd'hui proposée par votre commission des lois. Je me suis expliqué sur ce point très longuement devant elle et je le ferai moins longtemps devant le Sénat. A mon sens, il est de bonne méthode d'adopter, dans un premier temps, les dispositions qui sont indispensables à la fois pour rendre, comme je le disais tout à l'heure, la sécurité aux parents adoptifs, renforcer la stabilité de l'adoption et de la légitimation adoptive et, pour le surplus, de replacer les diverses mesures proposées dans un contexte plus général.

La commission de réforme du code civil, qui travaille depuis dix-huit ans, a revu l'ensemble des textes concernant les mineurs. Nous ne pouvons légiférer dans cette matière sans toucher aux règles de la puissance paternelle ou à la loi de 1889. Il semble donc de bonne méthode de procéder en deux temps, qui ne seront du reste pas séparés par un délai très long, et d'adopter aujourd'hui, dans un premier temps, le texte de votre commission, que le Gouvernement accepte, sous réserve de très légères modifications allant d'ailleurs dans le sens souhaité par la commission. Après ce premier temps, je me propose d'associer à l'étude d'une refonte plus complète à la fois les services ministériels intéressés, c'est-à-dire essentiellement ceux de la santé publique et les miens, et les membres des commissions parlementaires compétentes.

Je crois que, de cette façon, nous réaliserons le meilleur travail possible afin de donner à l'adoption toute l'efficacité qu'il est du génie du droit civil moderne de lui conférer. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles.

Je donne lecture de l'article A nouveau de la proposition de loi :

[Article A (suppression).]

M. le président. « Art. A (nouveau). — L'article 343 du code civil est ainsi complété :

« En ce qui concerne les mineurs de seize ans, elle ne peut être prononcée que si l'enfant a été recueilli au foyer des adoptants depuis au moins une année ».

Par amendement n° 1, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Mes chers collègues, au cours de la discussion générale, j'ai rappelé au Sénat les questions de principe posées par l'article 343 du code civil en matière d'adoption.

L'Assemblée nationale a voté un amendement stipulant que l'adoption des mineurs de seize ans ne pouvait être prononcée que si l'enfant avait été recueilli au foyer des adoptants depuis au moins une année.

Ce délai semble alourdir sans nécessité une procédure déjà longue. Tout au long des débats, il a été indiqué combien il devait toujours être procédé avec mesure et sagesse. Avec sagesse, oui, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille allonger de telle manière la procédure d'adoption.

On nous dit de tous côtés qu'il est très utile que les enfants soient incorporés le plus tôt possible à la famille adoptive. Si votre commission a été unanime pour demander la suppression de cet article A voté par l'Assemblée nationale, je peux penser que le Sénat la suivra de la même façon.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Evidemment, le Gouvernement a de faibles chances d'être entendu après que le rapporteur ait indiqué que la commission s'était à l'unanimité prononcée contre l'article A. Je voudrais tout de même expliquer dans quelle mesure cet article se rattache à un ensemble et écarter certaines des appréhensions qu'il a pu soulever.

L'économie de la proposition de loi en discussion est la suivante : nous ne voulons pas que, le jugement d'adoption ou de légitimation adoptive étant prononcé, la menace d'une rétraction sur tierce opposition pèse pendant une trop longue période sur les parents adoptifs. Par conséquent nous sommes allés très loin dans la voie de la réduction, de l'abréviation du délai de la tierce opposition. La position de votre commission serait désormais de le réduire à un an et il aurait même été concevable, comme je l'ai admis devant votre commission et comme l'a dit M. Le Bellegou tout à l'heure, de supprimer la tierce opposition.

Cependant, dès l'instant que nous supprimons les voies de recours, il convient de renforcer les garanties préalables au jugement de légitimation adoptive. Un certain nombre de dispositions qui vous seront présentées tout à l'heure concourent à ce résultat. C'est également le sens de l'article A.

Il avait paru à l'Assemblée nationale — le Gouvernement pense que, sur ce point, elle avait raison — qu'il était utile de prévoir un certain délai, j'allais dire d'expérience, avant que le jugement ne soit prononcé. Quand je dis que ce texte répond à certaines nécessités, c'est l'expérience qui le démontre puisqu'on a même connu dans la pratique judiciaire récente des cas de jugements de légitimation adoptive prononcés à l'égard d'enfants qui étaient âgés seulement de six semaines.

Il est donc permis de penser qu'un délai d'une année, de toute façon, serait utile et qu'il serait une raison de plus d'instruire les dossiers avec tout le soin qu'ils méritent. J'observe au passage que telle affaire douloureuse que j'évoquais tout à l'heure ne serait pas née si le parquet compétent avait, en la circonstance, instruit l'affaire avec un peu plus de soin qu'il n'en a, hélas ! apporté.

Quoi qu'il en soit, ce délai n'est pas de nature à retarder considérablement les choses puisque le point de départ n'est pas le jour de la requête. On n'impose pas au tribunal d'attendre une année après la date de sa saisine pour se prononcer. Le point de départ est le jour où l'enfant a été recueilli au foyer des adoptants.

Au demeurant, la circonstance que le jugement ne soit pas encore intervenu n'empêche pas qu'en fait l'enfant s'habitue progressivement à vivre au foyer des adoptants, le jugement n'étant qu'une formalité juridique à laquelle un enfant en bas âge, comme c'est le cas puisque la légitimation adoptive n'est

applicable qu'aux enfants de moins de sept ans, est vraisemblablement indifférent. Le Gouvernement demande donc au Sénat de maintenir le texte de l'article A.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Le rapporteur de la commission a entendu avec beaucoup d'intérêt M. le garde des sceaux, mais le vote de la commission a été absolument formel et unanime. Aussi maintient-il son amendement en demandant au Sénat de la suivre.

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'amendement, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence l'article A est supprimé.

[Article 1^{er}. — (Suppression.)]

M. le président. « Article premier. — L'article 344 du code civil est complété par l'alinéa suivant, inséré entre le deuxième et le troisième alinéa :

« L'adoption d'un enfant naturel par un de ses auteurs, âgé de vingt-cinq ans au moins, est dispensé de toute autre condition d'âge. »

Par amendement n° 2, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. A l'Assemblée nationale, il a été présenté un amendement qui est devenu l'article premier du texte qui vous est soumis. Cet article tend à compléter ainsi l'article 344 du code civil : « L'adoption d'un enfant naturel par un de ses auteurs, âgé de vingt-cinq ans au moins, est dispensée de toute autre condition d'âge ».

Votre commission de législation, à la quasi-unanimité, a demandé la suppression de cet article qui semble de nature à faciliter des fraudes. Une reconnaissance mensongère suivie d'une adoption de l'enfant reconnu suffirait pour tourner purement et simplement la règle qui veut qu'une adoption soit faite par quelqu'un âgé d'au moins trente cinq ans. C'est pourquoi votre commission de législation vous demande d'adopter cet amendement et de supprimer ainsi l'article premier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je consulte le Sénat sur l'amendement, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article premier est donc supprimé.

[Article 1^{er} bis (nouveau).]

M. le président. Je suis saisi d'un amendement, n° 3, présenté par M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, qui propose d'insérer un article additionnel 1^{er} bis (nouveau) ainsi conçu :

« Le début de l'article 352 du code civil est ainsi modifié :

« En présentant sa requête en adoption, la personne qui se propose d'adopter l'enfant peut demander au tribunal d'autoriser l'adoption lorsque celle-ci est rendue impossible par le refus abusif de consentement des parents légitimes ou naturels qui se sont notoirement désintéressés de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation ; il en est de même lorsque l'adoption est rendue impossible par le refus abusif de consentement d'un des parents... » (le reste sans changement).

La parole est à M. le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. L'article 352 du code civil a pour but de permettre au tribunal d'autoriser l'adoption lorsque celle-ci est rendue impossible par le refus abusif de l'un des parents qui s'est notoirement désintéressé de l'enfant.

Mais rien n'est prévu en cas de refus abusif des deux parents. Nous nous sommes trouvés souvent, en matière de fraude, devant une adoption refusée abusivement par un parent naturel qui seul avait reconnu cet enfant et au dernier instant nous avons vu une autre personne faire une reconnaissance. Le tribunal s'est trouvé alors absolument démuné de la possibilité d'autoriser une adoption, cependant fort utile dans l'intérêt de l'enfant, parce que les deux parents avaient refusé cette adoption.

C'est pour mettre un terme à cette situation navrante que cet amendement vous est soumis par votre commission de législation. Dorénavant, le tribunal pourra, si vous voulez bien voter ce texte, autoriser l'adoption, même en présence du refus abusif des deux parents, lorsque ceux-ci se sont notoirement désintéressés de l'enfant.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement, sous le bénéfice toutefois de deux observations concernant la rédaction. D'une part, l'adverbe « notoirement », qui du reste a été repris dans l'actuel article 352 du code civil — l'erreur est donc due à l'ordonnance du 23 décembre 1958 — ne pourrait pas être ici employé dans son sens exact. En effet, ce que la commission, je pense, a voulu dire, ce n'est pas que le désintéressement, si je puis m'exprimer ainsi, des parents ait été public ou ostensible, ce que laisserait entendre l'adverbe « notoirement », mais qu'il ait été certain. Sur ce point, on pourrait améliorer la rédaction en supprimant purement et simplement cet adverbe, qui n'ajoute pas grand chose.

D'autre part, la rédaction du début de cet alinéa pourrait peut-être être simplifiée en écrivant simplement que le tribunal peut autoriser l'adoption malgré le refus jugé par lui abusif des parents légitimes ou naturels qui se sont désintéressés de l'enfant.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Monsieur le garde des sceaux, si vous voulez supprimer le mot « notoirement », je n'y vois, pour ma part, aucun inconvénient. Mais je vais vous faire une confession. Ce texte...

M. le garde des sceaux. Je l'ai dit, monsieur le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Vous l'avez parfaitement dit, vous avez pris toutes vos précautions et vous avez bien fait car la commission, qui a le plus grand intérêt pour les textes qui existent déjà dans le code — j'allais dire d'autant plus que ce texte, fruit d'une ordonnance du 23 décembre 1958, est de la rédaction du Gouvernement — a voulu simplement ajouter une possibilité nouvelle. Mais si le mot « notoirement » inscrit antérieurement vous choque, je veux bien le supprimer.

M. Pierre Marcilhacy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. Dans cette discussion de texte, je partage un peu les réserves de M. le garde des sceaux. J'ai participé aux délibérations de la commission et il m'a paru qu'il serait préférable de charger le tribunal de qualifier le refus d'abusif, car en réalité quand les parents opposent un refus, il est difficile au départ de dire qu'il est abusif. Ils ne font après tout qu'exercer leur droit. Par contre, le tribunal, lui, peut qualifier ce refus d'abusif, si en confrontant ce refus au contexte, comme on dit, il apparaît notoire et évident qu'il y a un abus du droit. Voilà pourquoi je préfère la rédaction que tout à l'heure M. le garde des sceaux nous a donnée verbalement.

J'en viens à l'adverbe « notoirement ». Monsieur le garde des sceaux, c'est là tout de même une petite garantie qui est introduite : l'obligation que ce soit notoire dirigera néanmoins les juges dans le sens de la recherche de la notoriété du fait. S'ils ne trouvent pas d'élément, ils statueront quand même et il n'y aura pas cassation pour autant mais ils seront enclins à faire intervenir les voisins, la commune renommée, tout ce qui en pareille matière peut les guider.

C'est une réserve que je fais mais, en ce qui concerne le refus abusif, il y a là une situation à laquelle il faudrait porter remède.

M. Edouard Le Bellegou. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Le Bellegou.

M. Edouard Le Bellegou. Je ne partage pas tout à fait l'opinion de M. Marcilhacy sur l'utilisation du mot « notoirement ». Il est évident que si l'abandon est notoire la preuve en sera plus facile, nous en sommes bien d'accord ; les témoins pourront être plus aisément trouvés.

Sur la question de fond, ce n'est pas le fait que l'abandon par les parents soit notoire qui peut décider le tribunal, c'est le fait qu'il soit évident et certain. La correction apportée par M. le garde des sceaux au texte proposé par la commission me paraît donc préférable à l'utilisation du mot « notoirement », qui était d'ailleurs assez mal à sa place dans l'ordonnance de 1958.

M. Pierre Marcilhacy. Je suis d'accord.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Je vais demander très simplement à M. le garde des sceaux de bien vouloir accepter le texte tel que nous l'avons adopté en commission.

En pareille matière, en effet, où chaque mot porte, où chaque adjectif a sa place, il est très difficile de faire des modifications en séance publique. Si au cours d'une navette possible quelques modifications doivent être apportées nous reprendrons cette question, mais je crois que le plus simple serait, monsieur le garde des sceaux, que vous acceptiez purement et simplement l'amendement de la commission. Nous pourrions toujours faire une mise au point utile ultérieurement.

M. le garde des sceaux. J'accepte cette procédure.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 3 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, il est inséré dans le texte de la proposition de loi un article 1^{er} bis.

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — I. — L'article 356 du code civil est complété par les alinéas suivants :

« La tierce opposition est recevable pendant un délai de trois mois à compter de la mention en marge de l'acte de naissance de l'adopté ou de la transcription du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption.

« Le jugement prononçant l'adoption ne peut être argué de nullité. »

« II. — En ce qui concerne les adoptions ou légitimations adoptives prononcées antérieurement à la publication de la présente loi, le délai prévu au cinquième alinéa de l'article 356 du code civil court à compter de la date de ladite publication, à moins qu'à cette date la mention en marge de l'acte de naissance de l'adopté ou la transcription du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption ne soit pas encore effectuée. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements concernant le paragraphe I, qui peuvent être soumis à une discussion commune.

Par l'amendement n° 4, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose de rédiger comme suit le paragraphe I de cet article :

« I. — L'article 356 du code civil est complété par l'alinéa suivant :

« La tierce opposition ne peut être formée que par les père ou mère légitimes ou naturels, un ascendant ou le tuteur de l'enfant. Elle n'est recevable que pendant un délai d'un an à compter de la mention du jugement d'adoption sur les registres d'état civil. »

Par amendement n° 17, M. Foyer, ministre de la justice, propose la rédaction suivante :

« I. — L'article 356 du code civil est complété par les alinéas suivants :

« La tierce opposition est recevable pendant un délai d'un an à compter de la mention du jugement d'adoption sur les registres de l'état civil.

« Le tribunal pourra, sur l'instance en tierce opposition, maintenir l'adoption antérieurement prononcée, s'il est établi que la personne qui réclame s'est notoirement désintéressée de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Mes chers collègues, j'interviens en même temps sur l'amendement n° 17 présenté par M. le garde des sceaux.

L'article 2 est l'un des plus importants du texte. C'est celui qui vise le délai de la tierce opposition. Je m'en suis expliqué lors de la discussion générale pour ne pas revenir sur la question de principe lors de la discussion des articles.

M. Le Bellegou, dans son exposé, vous a dit aussi pourquoi, malgré quelques réserves, nous tenons à maintenir la tierce opposition, mais en vous demandant de fixer un délai d'un an qui est un délai sage. Pour certains, c'est un maximum, pour d'autres, un minimum. Disons, en un mot, que c'est un délai utile et de conciliation.

Je tiens à faire remarquer également que notre amendement tend à supprimer la dernière phrase du paragraphe 1^{er}. En effet, dans le texte de l'Assemblée nationale, il était précisé : « Le jugement prononçant l'adoption ne peut être argué de nullité ». Cette disposition n'a plus son sens depuis la modification apportée par l'ordonnance de 1958. Auparavant, on pouvait arguer de nullité alors que le jugement n'intervenait que pour homologuer un contrat d'adoption ; aujourd'hui, il n'est plus question d'homologuer un contrat d'adoption, c'est un jugement d'adoption. Une difficulté demeure et c'est là la différence entre l'amendement n° 4 présenté par votre commission et l'amendement n° 17 de M. le garde des sceaux.

Ainsi que je l'ai précisé dans mon rapport écrit, votre commission de législation a, sur la proposition de M. Le Bellegou, qui vous l'a indiqué également dans son exposé lors de la discussion générale, adopté un amendement tendant à préciser que la tierce opposition ne peut être exercée que par les père, mère, ascendant et tuteur de l'enfant. Le texte de M. le garde des sceaux reprend exactement l'amendement de la commission, mais supprime la réserve qui a été votée par la commission sur la demande de M. Le Bellegou.

Je dois insister auprès de vous, mes chers collègues, pour que vous reteniez l'amendement qui vous a été proposé par la com-

mission. Je puis dire également, sans avoir connu auparavant l'amendement de M. le garde des sceaux, que la commission cependant le repousse. Pourquoi ? Parce que notre commission, après avoir envisagé tout d'abord un texte limitant le délai de recevabilité, a ensuite, sur la demande de M. Le Bellegou, fixé expressément les conditions dans lesquelles cette tierce-opposition serait recevable. Si j'acceptais l'amendement de M. le garde des sceaux, je trahirais la pensée de la commission. C'est pourquoi je vous demande de voter l'amendement n° 4 tel qu'il vous est présenté et, en même temps, puisque nous avons instauré une discussion commune, de rejeter l'amendement n° 17 présenté par le Gouvernement.

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Mesdames, messieurs, à propos de ces amendements se posent trois questions. La première est celle du délai de la tierce-opposition. Sur ce point, il y a accord parfait entre la commission et le Gouvernement sur la limitation du délai à une année.

Il est un second point sur lequel M. le rapporteur, à l'instant, si j'ai bien suivi attentivement son exposé, ne s'est pas expliqué, mais qui, je pense, pourra encore faire l'unanimité entre le Sénat et le Gouvernement, c'est le second alinéa de mon amendement n° 17, qui est ainsi conçu : « Le tribunal pourra, sur l'instance en tierce-opposition, maintenir l'adoption antérieurement prononcée, s'il est établi que la personne qui réclame s'est notoirement désintéressée de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation ».

Il s'agit là d'une extension d'un principe que, sur proposition de la commission, le Sénat vient d'approuver tout à l'heure en adoptant l'amendement n° 3. Vous avez ainsi décidé que le tribunal pourrait juger abusif un refus de consentement et, par conséquent, prononcer l'adoption ou la légitimation adoptive à laquelle ce texte est applicable, malgré le refus des personnes qui sont appelées à donner leur consentement.

Le second alinéa de mon amendement se réfère à l'hypothèse suivante : le tribunal a prononcé l'adoption ou la légitimation adoptive sans que la personne forme tierce-opposition, sans que le tiers-oppo- sant ait été appelé en cause et sans qu'il ait eu à émettre aucun consentement. Il se révèle par la suite, par exemple en représentant une reconnaissance d'enfant naturel restée secrète, et il forme tierce-opposition au jugement qui a prononcé la légitimation adoptive ou l'adoption.

Mon amendement tend à autoriser, dans ce cas, le tribunal à faire sur tierce-opposition ce qu'il aurait dû faire dans son jugement initial, c'est-à-dire à juger que la personne qui réclame l'enfant s'étant notoirement désintéressée de lui au risque de compromettre sa moralité, sa santé ou son éducation, ne sera pas jugée bien fondée sur sa tierce-opposition. Vous êtes donc là dans la ligne même de l'amendement n° 3 de la commission et je pense que celle-ci pourra tout à l'heure se rallier à cette partie de mon amendement.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Monsieur le garde des sceaux, sur ce point je puis vous donner satisfaction sans retard. Une seule question nous divise encore : elle concerne les conditions de recevabilité.

M. le garde des sceaux. Monsieur le rapporteur, c'est exact et je vous remercie de votre accord. Il ne reste qu'un troisième point en litige : c'est celui qui a trait à la détermination des personnes habiles à exercer la tierce-opposition. L'amendement qui vous est proposé par la commission énumère limitativement les personnes qui seraient recevables à former tierce-opposition. Ce sont les père et mère légitimes ou naturels et ascendants ou le tuteur de l'enfant. Je pense que, dans la mesure où nous maintenons tout de même une certaine faculté de tierce-opposition, où, d'autre part, par l'effet que je suppose acquis du deuxième alinéa de mon amendement, nous avons très largement limité les dangers de la tierce-opposition, il y aurait plus d'inconvénients que d'avantages à limiter le nombre des personnes habiles à exercer cette voie de recours car cette limitation pourrait écarter des personnes qui, après tout, pourraient avoir un intérêt légitime à faire une tierce-opposition en pareille matière. Par exemple, on prévoit les ascendants, mais cela ne vise, bien entendu, que les personnes qui ont un lien de filiation établi avec l'enfant et les grands parents naturels en sont écartés puisque, d'après le droit civil, ils n'ont pas le moindre rapport juridique avec les enfants naturels de leurs propres enfants.

Par conséquent, la tierce-opposition étant par l'adoption de ces divers textes purgée de la plupart de ses dangers, je pense que le Sénat, pour une fois, pourrait n'être pas unanime à adopter le texte de sa commission et que, sur ce point, il pourrait peut-être me donner cette légère satisfaction. (Sourires.)

M. Edouard Le Bellegou. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Le Bellegou.

M. Edouard Le Bellegou. M. le garde des sceaux aura au moins une satisfaction. La commission et nous-mêmes sommes d'accord pour accepter le deuxième paragraphe proposé par lui pour l'article 356. Les motifs qu'il en donne me paraissent particulièrement probants car ils distinguent la pure et simple reconnaissance de l'enfant, et notamment une certaine reconnaissance prénatale, ce qui évoque incontestablement certaines affaires d'abandon d'enfant car on peut reconnaître un enfant, on peut même le reconnaître avant qu'il soit né, et ensuite l'abandonner.

Par conséquent, le texte présenté par M. le garde des sceaux peut sans inconvénient être voté par nous et, pour ma part, je souscrirai à cette unanimité du Sénat.

M. le garde des sceaux. Il y a, au contraire, de grands avantages à le voter !

M. Edouard Le Bellegou. Je veux vous indiquer pourquoi j'ai demandé à la commission, qui a bien voulu retenir ma proposition, de limiter le nombre des personnes habiles à former cette tierce-opposition. Toujours l'expérience nous permet de savoir que dans une certaine affaire un demandeur sur deux n'avait même pas reconnu l'enfant avant de demander la nullité de la légitimation adoptive. J'estime que, pour demander cette nullité, il faut invoquer un droit sur l'enfant. Les « parents d'origine », cela ne signifie rien juridiquement. Il n'y a pas de filiation d'origine. Il y a la filiation légitime, il y a la filiation naturelle, il peut y avoir dans certains cas une filiation adultérine, mais il n'y a pas de filiation d'origine. Je crois, par conséquent, qu'il y a intérêt à obliger les parents d'origine de l'enfant à la reconnaître d'abord avant d'introduire, lorsqu'il s'agit d'un enfant naturel, une action en nullité de la légitimation adoptive. Que ce droit soit étendu aux ascendants — ce n'est pas bien grave lorsqu'il s'agit du reste d'enfants légitimes — et également au tuteur, nous l'avons admis. Mais, je vous prie d'y prendre garde, si toute personne ne justifiant pas d'un intérêt affectif à demander la nullité de la légitimation adoptive peut introduire un procès, nous courons au-devant de chantages ; des gens sans qualité pourront essayer des moyens de chantages pour menacer des parents adoptifs d'un procès. Par conséquent, il est important de limiter le nombre des personnes appelées à introduire l'action en tierce-opposition de la légitimation adoptive. (*Très bien !*) C'est la raison pour laquelle j'avais demandé à la commission d'introduire ce texte, ce qu'elle a bien voulu faire. Je demande au Sénat de bien vouloir, à cet égard, maintenir le texte de la commission.

J'ajoute, pour vider la querelle relative à ces amendements, que j'approuve pleinement la disposition qui fait disparaître la nullité des jugements car nous savons tous — du moins les praticiens le savent — qu'il n'y a pas de voies de nullité contre les jugements. Les jugements sont attaquables par les voies de recours ordinaires et extraordinaires : l'opposition, l'appel, le pourvoi en cassation, la requête civile, la tierce-opposition. Ils ne sont pas attaquables par voie de nullité. Du moment que la procédure du contrat consensuel disparaît, les voies de nullité contre les jugements doivent également disparaître. C'est là uniquement de la technique judiciaire et le texte de la commission est parfaitement légitime. (*Applaudissements.*)

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Au terme de cette discussion commune, je voudrais apporter quelques précisions pour que le Sénat puisse se prononcer en toute clarté.

Nous votons actuellement sur le premier paragraphe de l'article 2, le deuxième paragraphe ayant trait à des dispositions transitoires sur lesquelles je crois que nous sommes tous d'accord.

Le paragraphe premier comportait trois modifications. La dernière a trait à la suppression de l'alinéa concernant le jugement prononçant l'adoption qui ne peut être taxé de nullité ; nous sommes entièrement d'accord pour le supprimer. La différence qui demeure entre l'amendement du Gouvernement et celui de la commission a trait uniquement à la qualité des personnes pouvant introduire une tierce-opposition.

La commission, en maintenant son amendement n° 4, vous demandera, monsieur le président, de consulter le Sénat sur ce premier paragraphe, en insistant vivement, après M. Le Bellegou, pour que ce texte soit adopté.

Ensuite, elle vous demandera de consulter l'assemblée sur le deuxième paragraphe de l'amendement n° 17 de M. le garde des sceaux, amendement auquel la commission se rallie pour partie.

M. Léon Messaud. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Messaud.

M. Léon Messaud. Je félicite M. le garde des sceaux de bien vouloir accepter de modifier le délai et de le porter à un

an, car je pense que les praticiens sont d'accord pour dire qu'il aurait été véritablement inapplicable.

Je veux simplement attirer votre attention sur un point qui me paraît extrêmement léger, mais qui tout de même vaut la peine d'être observé.

Dans le texte voté par l'Assemblée nationale, il est indiqué que le délai courra à dater de la transcription en marge de l'acte de naissance ou de la transcription de jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption.

Or, dans les deux textes qui sont présentés par la commission et par le Gouvernement, je vois simplement indiquée la mention du jugement.

Si nous sommes d'accord pour estimer qu'il n'est pas possible de prononcer la nullité ou d'arguer de la nullité d'un jugement prononçant l'adoption, je pense que ce jugement est tout de même susceptible d'appel. Il conviendrait alors, dans les deux amendements, de remplacer les termes « mention du jugement » par la disposition « transcription de la décision ».

Ainsi, serons-nous, je pense, tous d'accord puisque cette décision peut être ou un jugement ou un arrêt, dans ce dernier cas la décision ayant été prise par une cour d'appel, à la diligence de l'une des parties.

M. le président. La parole est à M. Pierre Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. Je désire simplement appuyer, avec beaucoup de fermeté, l'intervention de notre collègue M. Le Bellegou.

Que cherchons-nous dans ce texte de loi ? Nous tentons d'empêcher l'incertitude quand l'adoption est décidée.

Nous avons limité dans le temps le droit de tierce opposition. Il serait inconcevable, en effet, qu'on le laissât ouvert à qui que ce soit pouvant justifier d'un intérêt, car on irait peut-être rechercher Dieu sait quel intérêt affectif. Alors quelle tâche vraiment insoluble donneriez-vous aux juges !

Non, je crois que la sagesse est de limiter ce droit à ceux, déjà assez nombreux, qui peuvent l'invoquer.

J'ajoute, reprenant les observations qui ont été faites au cours de la discussion générale, qu'on revient toujours à ce même principe : tout pour l'enfant. Les parents n'ont pas de droits à l'égard de l'enfant ; ils n'ont que des devoirs et ces devoirs sont impérieux.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Je me rallie pleinement à l'observation de M. Messaud. Je pense donc que, dans le paragraphe I de l'article 2, il conviendrait de dire : « à compter de la mention du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption ».

M. Pierre Marcilhacy. On écarte donc le terme « décision » ?

M. le rapporteur. Je maintiens l'expression « du jugement ou de l'arrêt » parce que, dans le paragraphe II, l'Assemblée nationale a adopté cette formule. Il s'agit donc d'une coordination.

M. le président. Je vais d'abord mettre aux voix l'amendement n° 4 de M. Jozeau-Marigné, modifié ainsi qu'il l'a indiqué tout à l'heure. Je consulterai ensuite l'assemblée sur le deuxième alinéa de l'amendement n° 17 du Gouvernement, qui semble avoir recueilli l'accord unanime des orateurs et de l'assemblée.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 4 de la commission des lois, complété ainsi que l'a proposé M. le rapporteur, après les mots : « ... mention du jugement... », par les mots : « ... ou de l'arrêt prononçant (l'adoption) ». (Le reste sans changement.) (*L'amendement, ainsi complété, est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le deuxième alinéa de l'amendement n° 17 du Gouvernement.

(*Ce texte est adopté.*)

M. le président. Le paragraphe II de l'article 2 n'est pas contesté.

Je le mets aux voix.

(*Ce texte est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole sur l'ensemble de l'article 2, ainsi modifié ?

Je le mets aux voix.

(*L'article 2, ainsi modifié, est adopté.*)

[Article 3. (*Suppression.*)]

M. le président. « Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 357 du code civil est modifié comme suit :

« Dans les trois mois, mention de l'adoption et des nouveaux nom et prénoms de l'adopté est portée en marge de l'acte de naissance de ce dernier et, le cas échéant, des autres

actes de l'état civil de l'intéressé, de son conjoint et de ses enfants mineurs. La mention est faite à la requête de l'avoué... » (Le reste de l'alinéa sans changement.)

Par amendement n° 5, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose de supprimer cet article. La parole est à M. le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Au cours de la discussion générale, mes chers collègues, je me suis expliqué sur l'esprit qui a guidé votre commission pour vous demander la suppression pure et simple de ces dispositions annexes qui, je pense, auront l'occasion d'être vues lors de la réunion de la commission spéciale dont la création nous a été promise par M. le garde des sceaux lors de son exposé.

Je me permets d'attirer votre attention sur la difficulté que pourraient connaître nos officiers de l'état civil si cet article 3 était adopté. Non seulement les mentions de l'adoption devraient figurer en marge de l'acte de naissance mais aussi, le cas échéant, en marge des autres actes de l'état civil de l'intéressé, de son conjoint et de ses enfants mineurs.

Je me permets de vous faire remarquer que dans des circonstances encore plus importantes — et je le rappelais dans mon rapport écrit — même la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent qui incorpore encore plus complètement l'enfant à la famille que la légitimation adoptive, cet acte n'est mentionné qu'en marge de l'acte de naissance. C'est pourquoi je vous demande purement et simplement de supprimer cet article 3 en suivant par là l'unanimité de votre commission de législation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est du même avis que la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 3 est supprimé.

[Article 4. — (Suppression.)]

M. le président. « Art. 4. — I. — Il est inséré dans le code civil un article 357-1 ainsi conçu :

« Art. 357-1. — Dans le cas où l'adopté, par application de l'article 354, cesse d'appartenir à sa famille d'origine, il est dressé, sur déclaration du procureur de la République, un acte de naissance établi comme il est dit à l'article 58 du présent code, à moins qu'il n'existe déjà un tel acte.

« Il est indiqué, comme lieu de naissance, la commune où siège le tribunal de grande instance saisi de la requête.

« Si un acte de naissance a été dressé dans les conditions susvisées, la mention de l'adoption n'est portée qu'en marge de cet acte de naissance.

« II. — Pendant un délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi, les adoptants peuvent demander qu'un acte de naissance établi dans les conditions prévues à l'article 357-1 du code civil soit dressé pour les enfants mineurs ayant fait l'objet d'une adoption ou d'une légitimation adoptive antérieurement à la publication de la présente loi ».

Par amendement n° 6, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. C'est le même esprit qui a guidé la commission dans cette nouvelle demande de suppression, mais auparavant elle s'est longuement attardée sur cet article 4.

Quels motifs avaient inspirée l'Assemblée nationale dans son vote ? Elle avait pensé que, dans certaines circonstances, il était regrettable qu'un enfant puisse plus tard, en demandant son acte de naissance, prendre connaissance de certaines mentions lui révélant une situation qu'il était fâcheux de lui dévoiler.

Déjà, un très gros progrès a été fait en la matière par une disposition datant du mois de décembre 1958. En effet, aux termes de l'article 57 du code civil, lorsqu'un enfant qui a fait l'objet d'une légitimation adoptive demande son acte de naissance, il y est porté uniquement les noms des parents qui l'ont légitimé adoptivement.

Il n'en résulte pas moins que d'autres dispositions peuvent encore faire hésiter, notamment l'indication du lieu de naissance. Nous nous sommes demandés, en commission, s'il ne convenait pas, pour porter remède à cette difficulté, de permettre, ainsi que l'a voté l'Assemblée nationale, la création d'un nouvel acte d'état civil qui serait, en quelque sorte, un acte fictif.

Je vous signalais tout à l'heure, à propos de l'article 3, les difficultés qui en résulteraient pour les officiers de l'état civil, difficultés encore beaucoup plus importantes dans le cas dont nous discutons. Un de nos collègues, maire d'une grande

ville, nous a posé, en commission, une série de questions qui nous ont fait mesurer les difficultés en présence desquelles se trouveraient les personnes chargées de tenir l'état civil.

Je crois, monsieur le garde des sceaux, que ce problème important, qui inquiète un certain nombre d'associations s'occupant d'enfants à adopter, devra être posé à cette commission spéciale que vous avez promis de créer. Je vous le demande avec insistance, mais, véritablement, cette question pose trop de problèmes, entraîne trop de difficultés, pour être résolue en séance publique. C'est pourquoi, unanime, la commission de législation demande la suppression de l'article 4.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 6, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 4 est supprimé.

[Article 5.]

M. le président. « Art. 5. — Le deuxième alinéa de l'article 368 du code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

« Peuvent faire l'objet d'une légitimation adoptive, sous la condition d'être âgés de moins de sept ans :

« 1° Les enfants dont les père et mère sont décédés ;

« 2° Les enfants dont les parents ont perdu le droit de consentir à l'adoption en application des titres I et II de la loi du 24 juillet 1889 ;

« 3° Les enfants dont les père et mère sont inconnus ou qui ont été abandonnés par leurs parents.

« Dans les cas visés au 3° ci-dessus, la légitimation adoptive pourra être prononcée malgré une réclamation antérieure au jugement, si les parents se sont notoirement désintéressés de l'enfant pendant une période d'au moins un an. Il en est de même en ce qui concerne les pupilles de l'Etat, si la réclamation des parents a été rejetée par le conseil de famille des pupilles de l'Etat. »

Les deux premiers alinéas de l'article 5 ne sont pas contestés. Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Je suis saisi d'un amendement (n° 7) présenté par M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 368 du code civil, à rédiger comme suit le paragraphe 1° :

« 1° Les enfants dont les père et mère sont décédés ou inconnus. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Mes chers collègues, je vais me permettre de m'expliquer un peu sur l'ensemble de l'article avant d'évoquer certains amendements, et notamment l'amendement n° 7 qui est presque un amendement de forme puisqu'il tend à placer les enfants inconnus dans le paragraphe 1° au lieu du paragraphe 3°.

Nous avons débattu de cette question en commission, ainsi qu'au cours de la discussion générale. Nous avons souligné les uns et les autres les difficultés que présentait la notion d'enfant abandonné. Je vous disais que nous avons essayé — je dis bien essayé, car il faut être modeste en la matière — de les résoudre en vous présentant les nouveaux articles 5 et 9, l'article 9 apportant une modification à la loi du 24 juillet 1889 sur la protection de l'enfance. Nous avons été appelés à apporter certaines modifications.

Je m'en suis expliqué lors de la discussion générale. Je voudrais cependant rapidement vous dire pourquoi nous avons modifié cet article 5.

Tout d'abord, d'un mot — et là je défends l'amendement n° 7 — il nous a semblé beaucoup plus logique que les enfants dont les père et mère sont décédés ou inconnus figurent au paragraphe 1° plutôt qu'au paragraphe 3°. Mais — et c'est là l'important — il paraissait nécessaire de substituer au dernier alinéa du texte proposé par l'Assemblée nationale une disposition réglant, non plus certains cas particuliers, mais l'ensemble du problème posé par la légitimation adoptive d'enfants abandonnés en fait, mais sur lesquels les parents ont conservé juridiquement la puissance paternelle.

Ce nouveau texte — je le rappelais également lors de la discussion générale — est inspiré par les travaux de la commission de réforme du code civil et tend à permettre la légitimation adoptive, même si aucun transfert de puissance paternelle n'est intervenu mais si les conditions de ce transfert sont effectivement remplies, c'est-à-dire, selon les cas, l'accord des parents, l'accueil de l'enfant sans l'intervention de ceux-ci et l'écoulement d'un délai de trois mois sans réclamation de leur part ou enfin — et c'est là où nous innovons — lorsque les parents, après avoir

confié l'enfant à une œuvre ou à un particulier, s'en sont désintéressés pendant au moins un an. Je me permets d'insister dès maintenant sur cette innovation qui fera l'objet, du reste, de la modification apportée par l'article 9, nouveau, que la commission proposera

En effet, le titre II permet, dans sa rédaction actuelle, d'une part, la délégation des droits de la puissance paternelle avec l'accord des parents et, d'autre part, la délégation de ces mêmes droits sans l'accord des parents lorsque l'enfant a été recueilli sans l'intervention de ceux-ci et qu'ils ne l'ont pas réclamé dans un délai de trois mois.

Ces textes, en permettant le transfert de la puissance paternelle à l'assistance publique et à ceux qui ont recueilli l'enfant, facilitent considérablement l'adoption, car alors le consentement des parents n'est plus nécessaire.

Un cas semble cependant ne pas avoir été prévu par le législateur de 1889 : c'est celui où les parents, après avoir confié l'enfant à une personne physique ou morale, mais sans avoir renoncé à la puissance paternelle, disparaissent ou cessent de s'intéresser à l'enfant. L'adoption de celui-ci est très difficile, car elle reste subordonnée au consentement des parents et, dans ce cas, la légitimation adoptive est impossible.

C'est pourquoi, transposant dans la loi de 1889 le texte adopté au dernier alinéa de l'article 5 par l'Assemblée nationale, votre commission vous propose, par une adjonction à l'article 17 de cette loi, de permettre au tribunal, lorsque les parents se sont notoirement désintéressés de l'enfant pendant au moins un an, de déléguer la puissance paternelle, et en particulier le droit de consentir à l'adoption, au service de l'aide sociale à l'enfance ou à celui qui a recueilli l'enfant.

C'est à cette modification à la loi de 1889 qui vous sera proposée tout à l'heure que votre rapporteur vous demande de vous référer par avance en adoptant l'amendement modifiant le dernier alinéa de l'article 5.

M. le président. Etant donné que M. le rapporteur a, dans une seule intervention, défendu les trois amendements qu'il avait déposés, je vais les soumettre à une discussion commune avec ceux de M. Marcilhacy. Après quoi, nous voterons par division.

La parole est à M. Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. Je veux bien, monsieur le président, mais cela me semble assez difficile car les amendements que j'ai déposés tendent à des modifications de rédaction qui ne s'expliquent que dans le texte et qui ne portent pas atteinte à l'économie générale de l'article.

J'aimerais mieux intervenir au moment où vous appellerez mes amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le paragraphe 1° est donc ainsi rédigé. Par amendement, n° 15, M. Pierre Marcilhacy propose, dans le texte modificatif proposé pour l'article 368 du code civil, de rédiger comme suit le 2° et le 3° :

« 2° Les pupilles de l'Etat et les enfants dont les parents ont perdu le droit de consentir à l'adoption en application des titres I^{er} et II de la loi du 24 juillet 1889 ;

« 3° Les enfants abandonnés autres que ceux visés ci-dessus ».

La parole est à M. Marcilhacy sur la première partie de son amendement, visant le paragraphe 2°.

M. Pierre Marcilhacy. En proposant cette nouvelle rédaction du paragraphe 2° — je crois d'ailleurs qu'il s'agit d'un simple oubli — je désire que l'on ajoute la notion de « pupilles de l'Etat » car sans cela ils ne seraient pas compris dans l'énumération normale figurant dans le paragraphe 2°. Ce simple complément rédactionnel me paraît indispensable.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Tout naturellement, la commission accepte l'amendement de M. Marcilhacy.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la première partie de l'amendement, visant le paragraphe 1°, acceptée par le Gouvernement.
(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Le paragraphe 2° est donc ainsi rédigé. Par amendement, n° 8, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose, dans le texte modificatif

proposé pour l'article 368 du code civil, de rédiger comme suit le paragraphe 3° :

« 3° Les enfants abandonnés ».

Cet amendement peut faire l'objet d'une discussion commune avec la deuxième partie de l'amendement n° 15 présenté par M. Marcilhacy et que j'ai appelé précédemment.

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. En présence du vote qui vient d'être acquis, je renonce à mon amendement et me rallie à la deuxième partie de l'amendement de M. Marcilhacy.

M. le garde des sceaux. Que le Gouvernement accepte.

M. le président. L'amendement n° 8 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la deuxième partie de l'amendement de M. Marcilhacy visant le paragraphe 3°. Cet amendement est accepté par le Gouvernement et par la commission.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Le paragraphe 3° est ainsi rédigé.

Par amendement n° 9, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose de rédiger comme suit le dernier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 368 du code civil :

« Dans les cas visés au 3° ci-dessus, la légitimation adoptive peut être prononcée sans qu'une décision déléguant la puissance paternelle soit intervenue si le tribunal constate que les conditions exigées pour une telle délégation sont remplies. Dans ce dernier cas, le consentement est donné par le conseil de famille, s'il s'agit d'un enfant légitime, ou le conseil de tutelle, s'il s'agit d'un enfant naturel ».

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement n° 16, présenté par M. Pierre Marcilhacy et qui tend, dans le texte proposé par la commission de législation pour le dernier alinéa du texte modificatif de l'article 363 du code civil, après les mots : « si le tribunal... » à insérer les mots suivants : « ... après accomplissement des formalités prévues au deuxième alinéa de l'article 18 de la loi du 24 juillet 1889... ».

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Je vais à la fois m'expliquer sur l'amendement n° 9 et donner l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 16 de M. Marcilhacy.

Je crois m'être suffisamment expliqué sur mon amendement, tant dans la discussion générale que sur l'ensemble de l'article. J'insiste vivement auprès du Sénat pour qu'il l'adopte.

Bien que le sous-amendement de M. Marcilhacy n'ait pas été examiné en commission, je ne crois pas trahir la pensée de celle-ci en l'acceptant. En fusionnant en quelque sorte les deux procédures : celle de transfert de la puissance paternelle et celle de légitimation adoptive, la commission n'a voulu faire disparaître aucune des garanties de fond et de forme qui y sont attachées.

Dans ces conditions, la commission vous demande de voter l'amendement n° 9 modifié par le sous-amendement n° 16 de M. Marcilhacy.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le même que celui de la commission.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 16, présenté par M. Marcilhacy.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de la commission, ainsi modifié.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'article 5, modifié par l'adoption des amendements précédemment votés.
(L'article 5, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 6. — (Suppression.)]

M. le président. Art. 6. — L'article 369 du code civil est modifié comme suit :

« Les dispositions des articles 343, 345, 346 (alinéa 2), 348 (alinéa 3), 349 (alinéa 2), 350, 352 (alinéa 2), 353, 354 (alinéa 2), 355 (alinéas 1, 2 et 4), 356, 357, 357-1, 358 et 359 sont applicables à la légitimation adoptive. »

Par amendement n° 10, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. La suppression de l'article 6 est la conséquence pure et simple de la suppression de l'article 4.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix l'amendement, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 6 est donc supprimé.

[Article 8. — (Suppression.)]

M. le président. « Art. 8 (nouveau). — I. — Le deuxième alinéa de l'article 370 du code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

« La légitimation adoptive est irrévocable. Elle donne à l'enfant les mêmes droits et les mêmes obligations que s'il était né du mariage.

« Toutefois, si un ou plusieurs des ascendants des auteurs de la légitimation adoptive n'ont pas donné leur adhésion à celle-ci, l'enfant et ses ascendants ne se devront d'aliments et n'auront pas qualité d'héritiers réservataires dans leurs successions réciproques. L'adhésion peut être donnée dans un acte authentique. Elle résulte également du fait que l'ascendant n'a pas manifesté, par acte authentique, son refus d'adhésion à la légitimation adoptive, dans les deux années qui suivent la mention ou la transcription du jugement ou de l'arrêt. »

« II. — Pour toutes les légitimations adoptives devenues définitives antérieurement à la promulgation de la présente loi, le délai de deux ans donné aux ascendants pour exprimer leur refus d'adhésion commence à courir à partir du jour de ladite promulgation. »

Par amendement n° 11, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. L'Assemblée nationale avait accepté un amendement de séance de M. Hostache, amendement qui semble difficilement acceptable sur le plan des principes et qui risque d'avoir des conséquences importantes dans la vie des familles.

D'après cet amendement, les ascendants des auteurs d'une légitimation adoptive sont censés avoir donné leur adhésion à celle-ci s'ils n'ont pas manifesté leur refus dans les deux ans ; l'adopté aura ainsi, à leur égard, en l'absence d'une manifestation de volonté de leur part, la qualité d'héritier réservataire.

En appliquant ce raisonnement à son propre texte, on ne peut manquer d'en déduire que bien des grands-parents montreront quelque négligence et se trouveront ainsi nantis, malgré eux parfois, de petits-enfants adoptifs qui, le cas échéant, entreront en concurrence avec leurs véritables petits-enfants.

C'est pourquoi, en cette matière si délicate, nous avons estimé tout au moins que ce n'était pas dans ce texte d'urgence que le problème devait être évoqué. Sans doute, là encore, monsieur le garde des sceaux, la commission que vous convoquerez pourra travailler.

C'est dans ces conditions que votre commission unanime vous demande la suppression de l'article 8.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 8 est donc supprimé.

Par amendement n° 12, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose d'insérer un article additionnel 9 (nouveau) ainsi rédigé :

« I. — Le premier alinéa de l'article 17 de la loi du 24 juillet 1889 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque le service de l'aide sociale à l'enfance, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté la charge de mineurs de seize ans que des pères mères ou des tuteurs autorisés par le conseil de famille leur ont confiés, le tribunal du domicile de ces pères, mères ou tuteurs peut, à la requête des parties intéressées agissant conjointement, décider qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'enfant, de déléguer les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents soit au service de l'aide sociale à l'enfance, soit à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant ».

« II. — L'article 17 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés est complété par un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Si des parents ayant conservé tout ou partie de la puissance paternelle se sont notoirement désintéressés de l'enfant pendant une période d'au moins un an, le tribunal peut, à la requête du directeur départemental de la population et de l'action sociale de l'établissement ou du particulier gardien de l'enfant, délé-

guer tout ou partie des droits conservés par les parents, soit au service de l'aide sociale à l'enfance, soit à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant ».

« III. — Les quatre derniers alinéas de l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu. Il peut déléguer les droits de puissance paternelle soit au service de l'aide sociale à l'enfance, soit à l'établissement ou au particulier qui a recueilli l'enfant ».

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Je me suis longuement expliqué sur cet amendement lors de la discussion de l'article 5. Je vous demande de l'adopter dans le texte voté à l'unanimité par votre commission de législation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient l'article 9.

[Article 10.]

M. le président. Par amendement n° 13 rectifié, M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de législation, propose d'insérer un article additionnel 10 (nouveau) ainsi rédigé :

« L'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 81. — L'article 378 du code pénal relatif au secret professionnel est applicable à toute personne engagée dans le service de l'aide sociale à l'enfance.

« Les dossiers concernant les enfants recueillis par le service ne peuvent être distraits du bureau des inspecteurs si ce n'est pour être remis au directeur départemental de la population et de l'aide sociale ou au préfet.

« Toutefois, le service de l'aide sociale à l'enfance doit communiquer aux magistrats de l'ordre judiciaire les dossiers concernant les enfants recueillis par le service si demande en est faite à l'occasion d'une procédure d'adoption ou de légitimation adoptive et indiquer à ces magistrats le lieu où est tenu l'état civil d'un pupille ou d'un ancien pupille si demande en est faite à l'occasion d'une procédure pénale.

« En dehors de ces deux cas, le service de l'aide sociale à l'enfance pourra, de sa propre initiative ou sur leur demande, fournir aux magistrats de l'ordre judiciaire tous renseignements relatifs aux pupilles.

« Les renseignements ainsi obtenus ne pourront être révélés au cours d'une procédure quelconque ou mentionnés dans des décisions de justice : toutes mesures devront, en outre, être prises pour qu'ils ne puissent être portés directement ou indirectement à la connaissance de l'intéressé ou de toute autre personne non liée, de par ses fonctions, par le secret professionnel visé à l'article 378 du code pénal.

« Dans tous les cas où la loi ou des règlements exigent la production de l'acte de naissance, il peut y être suppléé s'il n'a pas été établi un acte de naissance provisoire dans les conditions prévues à l'article 58 du code civil et s'il y a lieu d'observer le secret, par un certificat d'origine dressé par le directeur départemental de la population et de l'action sociale et visé par le préfet ».

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Cet article 10 (nouveau) tend à modifier l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale. Je m'en suis expliqué assez brièvement dans la discussion générale et je voudrais rapidement revenir sur les difficultés que peuvent causer à un tribunal les questions d'adoption et de légitimation adoptive.

Tout au long de ce débat, les orateurs — vous l'avez fait vous-même, monsieur le garde des sceaux — nous ont rappelé combien il était nécessaire que cette procédure si grave de l'adoption et de la légitimation adoptive puisse être entourée du maximum de renseignements. En définitive — je le rappelle tout à l'heure — depuis la réforme de la procédure, c'est-à-dire depuis 1958, c'est un jugement d'adoption qui doit intervenir, c'est un tribunal composé de magistrats de l'ordre judiciaire, qui va prendre une décision. Il devra le faire en toute connaissance de cause après avoir recueilli l'avis du parquet et nous ne voudrions pas que cet avis soit, pour reprendre une formule pratique, un simple « vu et ne s'oppose ».

Mais quels meilleurs renseignements peuvent être obtenus que ceux donnés par les services de la santé, les services de l'enfance ? Il y a une règle absolue à laquelle sont attachés fidèlement, et avec beaucoup de raisons les services du ministère de la santé publique : celle du secret.

Mais nous ne devons pas oublier que c'est le tribunal qui décide, qui engage sa responsabilité. Nous avons tous ici une confiance absolue dans nos magistrats. Comment se pourrait-il alors qu'il subsiste encore quelque difficulté pour leur communiquer des renseignements.

Nous vous proposons, en conséquence, de lever, en ce qui concerne ces magistrats, le secret nécessaire qui lie les fonctionnaires des services de l'aide sociale à l'enfance, en permettant la communication de dossiers auxdits magistrats.

Bien sûr, on s'est demandé si on ne devait pas aller moins loin et dire simplement que les magistrats seraient autorisés à recueillir de simples modifications auprès des services de la santé publique.

Il a semblé à votre commission unanime que nous devions faire une confiance plus large aux magistrats. Il se peut, en effet, que ceux-ci trouvent dans les dossiers certains renseignements qui pourraient sembler, aux services de la santé publique, trop modestes, peu intéressants, peu dignes d'être fournis à la justice, alors que ces renseignements auraient, par leur contexte, une importance considérable. Il est donc nécessaire que les magistrats puissent les obtenir. D'ailleurs, ils sont eux-mêmes tenus au secret.

La commission a estimé également qu'il était nécessaire que non seulement le tribunal, mais aussi les auxiliaires de justice, les avocats, qui sont tenus au secret professionnel selon des règles rigoureuses, puissent avoir connaissance de ces renseignements. Car nous ne pouvons pas demander à un tribunal de statuer sans que les auxiliaires de justice, sans que les avocats, aient eu connaissance de tout le dossier.

Mais il est bon de rappeler ici que tous ceux qui agissent autour de la justice doivent respecter d'une manière impérieuse les règles de leur profession. Je crois que la justice peut exercer une action excellente, mais il faut qu'elle le fasse en toute connaissance de cause et c'est pourquoi votre commission unanime, vous demande de voter l'amendement qu'elle a déposé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Mesdames, messieurs, le Sénat est en présence d'une des dispositions probablement les plus importantes du texte qu'il va adopter ce soir et qui est dans la logique du système qu'il a déjà consacré par plusieurs votes concordants. Dès lors qu'en réduisant à peu de chose, il faut en convenir, les voies de recours, c'est-à-dire les moyens de faire réparer le mal-jugé, il est nécessaire d'entourer, de faire précéder le prononcé du jugement d'adoption ou de légitimation adoptive de garanties renforcées et d'une instruction plus sérieuse, plus précise, j'allais dire plus éclairante, pour la juridiction appelée à se prononcer.

Il était naturel, dans ces conditions, de prévoir un certain assouplissement des règles qui sont inscrites dans l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale et dont l'application avait soulevé, dans la pratique, certaines difficultés.

En cette matière infiniment délicate, il importe de concilier le mieux ou le moins mal possible des intérêts qui sont tous très impérieux et je me vois dans l'obligation d'exposer au Sénat le point de vue de mon collègue le ministre de la santé publique et de la population.

L'exigence du secret imposé aux services de l'aide sociale a une justification qu'il me paraît inutile de développer longuement. Chacun sait en particulier qu'un secret rigoureux est probablement, parmi les moyens préventifs de l'infanticide, le plus sérieux qui existe. Par conséquent, nous sommes dans la nécessité de le faire respecter et de le garantir dans toute la mesure du possible.

De toute façon, des instructions devront être données au parquet pour l'application du texte nouveau et je les élaborerai en accord avec mon collègue de la santé publique car, bien entendu, s'il peut ne pas y avoir de difficulté à faire céder un secret, si sacré soit-il, en faveur d'un magistrat, qu'il s'agisse du procureur de la République ou des magistrats du siège qui seront appelés à statuer, nous savons, d'autre part, que la discrétion est quelquefois obtenue avec beaucoup de difficulté lorsque des dossiers se promènent de bureau en bureau où ils sont manipulés. De cette façon, des indiscretions risquent de se produire qu'il importe à tout prix de prévenir.

C'est pourquoi je n'irai peut-être pas aussi loin dans l'interprétation que M. le rapporteur tout à l'heure, et je me demande — il n'y a rien de paradoxal dans mes paroles — si nous ne sommes pas conduits, par la logique de ce que nous avons décidé, à des solutions assez révolutionnaires, en ce sens que nous soyons amenés à faire confiance aux magistrats s'agissant

de s'éclairer en prenant connaissance de pièces secrètes et en les croyant sur parole, cela sans qu'ils soient dans la nécessité de révéler ces secrets, même aux conseils des parents.

M. Edouard Le Bellegou. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Le Bellegou.

M. Edouard Le Bellegou. Je ne méconnais pas la gravité du problème qui est posé, mais je crois que nous ne pouvons pas le résoudre autrement que de la manière dont la commission vous a proposé de le faire.

Il n'est pas possible qu'un dossier de justice puisse faire l'objet d'une appréciation de la part des magistrats sans que les conseils des parties en cause en aient communication.

Depuis l'affaire Dreyfus, on en a pris une conscience plus grande encore, ce qui ne nous empêche pas, monsieur le garde des sceaux — je l'ai dit l'autre jour à l'occasion d'un débat beaucoup plus politique que celui d'aujourd'hui — de déplorer que certaines personnes, notamment certains auxiliaires de justice, tenus par profession et par leur serment au secret professionnel, ne le respectent pas toujours comme ils devraient le faire.

Evidemment, le problème est d'autant plus grave que, ce secret, ils devraient le respecter même au regard de leurs clients.

Je pense qu'une disposition spéciale de ce texte pourrait prévoir, dans cette matière très particulière où il n'y a pas intérêt à divulguer publiquement tout ce qui touche au passé d'un enfant ni les conditions dans lesquelles il a pu être abandonné ou pourra être adopté, que tout cela soit entouré du secret le plus grand afin de ménager son avenir.

D'autre part, il est indispensable à cet égard de faire confiance aux magistrats — malgré certains, très rares, qui quelquefois, eux aussi, se sont rendus coupables d'indiscrétion. Cela s'est produit — il faut bien le reconnaître — ne serait-ce qu'au cours de certaines instructions tapageuses dont nous avons quelquefois connaissance par la presse.

Il ne faut pas accuser uniquement les conseils des parties. Nous sommes obligés de faire confiance aux magistrats qui ont, à cet égard, l'impérieux devoir de tenir secrètes leurs délibérations et même, dans ce cas particulier, leurs informations.

Vous ne pourrez pas, je crois, à peine de commettre un véritable déni de justice, empêcher les conseils des parties, même en restreignant leurs droits et en indiquant que le secret professionnel sera étendu à leurs propres clients, de prendre communication du dossier. Ce serait aller à l'encontre de tous les principes admis en la matière.

Nous avons reconnu l'autre jour le bien-fondé de certaines de vos craintes, monsieur le garde des sceaux, s'agissant d'un domaine particulier de la matière pénale. Je ne crois d'ailleurs pas que le présent problème soulève autant de passion que les problèmes politiques et que nous puissions craindre des violations fréquentes du secret professionnel.

Par conséquent, ou nous n'acceptons pas la levée du secret, ou bien, si le secret peut être levé en matière de documents au profit de certaines personnes, il me semble impossible que les conseils des parties ne soient pas compris parmi les personnes à qui l'on doit faire confiance.

Si vous agissez autrement, vous allez poser, de projet de loi en projet de loi, une série de principes qui vont nous faire revenir à l'époque où les défenseurs n'avaient aucun droit. Or je crois que dans une démocratie il est essentiel, malgré les inconvénients passagers qu'à certaines époques cela peut présenter, de conserver intacts les droits des conseils des parties et de la défense.

C'est la règle d'une saine administration de la justice et c'est la raison pour laquelle je me permets d'insister pour que, tout en cernant d'aussi près que possible le texte et les intérêts que nous voulons sauvegarder, le secret professionnel des avocats leur permette à cet égard de prendre connaissance des indications portées dans le dossier.

Lorsque je dis des avocats — en attendant la fusion des professions d'avocat et d'avoué (*Sourires*) — je crois qu'il faut entendre les conseils des parties, car, en matière de légitimation adoptive, la requête est quelquefois présentée par un avoué. Par conséquent, les conseils des parties sont tenus — qu'on m'excuse de le dire en tant qu'avocat — au même secret que les magistrats eux-mêmes.

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je voudrais appeler l'attention du Sénat sur quelques observations extrêmement graves.

Tout d'abord je voudrais me placer sur le terrain juridique et rappeler à M. Le Bellegou que nous sommes ici, non pas en matière contentieuse, mais en matière gracieuse. Il ne s'agit pas de faire respecter la loyauté du débat qui doit toujours être intégral entre deux parties qui s'affrontent devant le juge pour

soutenir des intérêts opposés en matière civile ou en matière publique. Nous nous trouvons en présence d'une décision gracieuse, d'un acte que certains auteurs ont appelé acte d'administration judiciaire.

Or ce que j'ai dit tout à l'heure était moins révolutionnaire qu'il ne le semblait et restait, au contraire, dans la ligne de ce qui est déjà édicté par le droit actuel.

Ordinairement, obligation est faite aux juges de motiver leurs décisions. Or, déjà, en matière d'adoption, M. Le Bellegou sait comme moi que le tribunal est dispensé de motiver sa décision. C'est donc bien que le législateur avait déjà voulu que le juge puisse se prononcer d'après les éléments d'information qui sont venus à sa connaissance personnelle et sans qu'il soit nécessairement obligé de faire référence aux modes de preuves qui ont été produits devant lui ou aux autres moyens d'information qu'il a pu ordonner. Voilà pour ce qui est du droit.

Maintenant, pour ce qui est du fait, je supplie M. Le Bellegou de considérer que si nous ne respectons pas dans les plus strictes limites la règle du secret, finalement, c'est contre l'adoption elle-même et contre l'intérêt des enfants à adopter que nous travaillerons.

Un sénateur au centre. Très bien !

M. le garde des sceaux. En effet, à partir du moment où les services de l'aide sociale à l'enfance n'auront plus la certitude que le passé, que l'origine d'un enfant à adopter pourront être gardés absolument secrets, dans l'intérêt de l'enfant, et je suis obligé de dire qu'ils auront alors raison, ils se refuseront à l'adoption. C'est donc contre celle-ci que vous aurez travaillé.

M. Pierre Marcilhacy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. Mesdames, messieurs, le débat est d'une extrême gravité tant pour le cas que vient d'évoquer M. le garde des sceaux après M. Le Bellegou que sur le plan des principes.

Cependant, monsieur le garde des sceaux, à partir du moment où vous avez recours au juge, à partir du moment où il y a litige...

M. le garde des sceaux. Il n'y a pas litige, monsieur Marcilhacy !

M. Pierre Marcilhacy. ... à partir du moment où il y a contestation...

M. le garde des sceaux. Non ! il n'y a pas contestation.

M. Pierre Marcilhacy. ... à partir du moment où vous demandez au juge de dire oui ou non, à partir du moment où vous pénétrez dans une salle d'audience, à partir du moment où des observations doivent être présentées, vous ne pouvez pas priver le défenseur de ses droits naturels.

Vous pouvez, en effet, penser à une sorte de procédure administrative ne se déroulant pas dans le même cadre judiciaire. Voilà ce qu'il faut dire.

En ce qui concerne le secret, des moyens modérés peuvent être employés. Nous savons qu'il n'y a pas tellement de fuites. On pense toujours aux affaires politiques qui déchainent les passions et les intérêts matériels. Seulement, nous avons à connaître, à titre professionnel, d'un certain nombre de dossiers en matière de questions d'état, par exemple les dossiers de divorce. Nous savons parfaitement que, même dans des petites villes, nous pouvons côtoyer des gens qui nous racontent sur ces affaires des choses que nous savons fausses parce que nous avons vu le dossier et que magistrats et auxiliaires de justice ont magnifiquement défendu le secret.

On peut imaginer que ces pièces secrètes, qui restent bien secrètes dans les bureaux du ministère de la santé et de la population, auxquels nous faisons toute confiance, seront aussi bien gardées sur le bureau du magistrat. Pourquoi ne pas imaginer qu'une instruction administrative localisera l'endroit où seront montrées les pièces, obligera le conseil à être revêtu d'une commission spéciale de son bâtonnier, qui attirera préalablement l'attention du confrère sur la gravité exceptionnelle de la communication ?

Je ne suis pas M. Le Bellegou en ce qui concerne l'interdiction de la communication du client, car alors nous parviendrions à une situation proprement insoluble, spécialement pour l'avocat qui devrait de lui-même trancher une question au sujet de laquelle il n'est, après tout, qu'un mandataire.

Monsieur le garde des sceaux, je n'ai pas la prétention de vous proposer une solution à ce problème, mais vous ne pouvez pas laisser un caractère judiciaire à la question, la soustraire à un schéma vieux comme le monde qui, tout de même, donne des garanties.

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Monsieur le sénateur, ce débat est déjà soustrait, dans l'état actuel des choses, aux règles ordi-

naires de la justice contentieuse qui n'ont pas leur place en matière gracieuse.

Déjà, cette procédure intervient sans publicité ; elle se déroule dans la chambre du conseil. Déjà le tribunal se dispense de motiver sa décision. Le tribunal doit se prononcer sur une question, celle de savoir si l'adoption qu'on lui demande ou la légitimation adoptive qu'on le sollicite de prononcer présente ou non des avantages pour l'enfant.

Il peut se faire que le tribunal ait le souci de savoir si la femme qui a abandonné son enfant n'a pas l'intention d'en demander la restitution dans un délai assez bref, de savoir si finalement l'enfant ne serait pas mieux avec sa mère à l'issue d'un délai assez court plutôt qu'avec les adoptants.

Dès que ces documents seront versés au débat — je suis là avec vous contre M. Le Bellegou — moralement il sera infiniment difficile à un conseil de refuser d'indiquer à son client la véritable origine de l'enfant. Il ne se croira pas autorisé à refuser de le dire et c'est à partir de ce moment qu'on passera au contentieux et que la discussion commencera devant le tribunal. Après le refus de prononcer l'adoption, on fera appel du jugement. Si le tribunal a refusé de prononcer l'adoption parce qu'il y a peut-être une chance que la mère reprenne son enfant, on dira : quelle est cette mère ? Une femme qui a peut-être tel ou tel vice, qui a commis telle ou telle faute. Et c'est tout un passé que, précisément dans l'intérêt de l'enfant, on avait voulu dissimuler qui sera dévoilé et que vous allez livrer en pâture à la malveillance publique.

Je vous demande de consacrer par votre vote l'interprétation que j'ai donnée tout à l'heure. Il faut faire céder le secret, mais seulement dans la mesure que j'ai dite, et au profit des seuls magistrats.

M. Pierre Marcilhacy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. Il y a toute une partie de votre raisonnement, M. le ministre, que je ne peux pas accepter. Vous avez eu un bel élan d'avocat pour montrer comment on livrerait en pâture à la malveillance publique un certain nombre de renseignements. Il faudrait, pour suivre votre raisonnement, supposer *a priori* que ce secret dont nous demandons qu'il soit partagé par les auxiliaires de la justice sera violé. Personnellement je fais la plus grande confiance aux services qui s'occupent des enfants. Je sais qu'ils ne trahissent pas le secret. Je ferai donc aussi confiance à d'autres en cette matière.

Si donc, en ces matières de questions d'état, on vient à faire disparaître le rôle essentiel de l'avocat — je le sais, c'est un avocat qui vous parle — ce serait ouvrir une voie bien dangereuse et je regrette qu'un débat pareil m'amène à poser un problème essentiel pour la vie sociale.

M. Edouard Le Bellegou. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Edouard Le Bellegou.

M. Edouard Le Bellegou. Je continue à penser que l'argument que j'ai défendu devant le Sénat est pertinent. Certes, j'ai trouvé dans votre réponse, monsieur le garde des sceaux, bien des remarques qui peuvent être prises en considération et tirées de l'intérêt de la procédure d'adoption elle-même. Je vous ai écouté et pour partie je pouvais applaudir, comme ceux qui partagent votre opinion, car je me disais : sur ce point particulier, il a raison.

Cependant, le principe que nous défendons dépasse de beaucoup le point particulier qui fait l'objet de notre discussion et c'est cela qui est important car, en définitive, votre raisonnement conduit à ceci : les responsables de l'assistance publique, honorables fonctionnaires tenus au secret, sont présumés ne pas le violer. Le procureur de la République aura les renseignements ; tenu au secret, il est, lui aussi, présumé ne pas le violer. Les personnes qui touchent les dossiers dans les tribunaux — les greffiers, les employés de greffe, car nous savons bien que ce secret est toujours d'une certaine relativité — ...

M. le garde des sceaux. C'est bien ce qui m'inquiète !

M. Edouard Le Bellegou. ... ces gens-là ne sont pas exclus !

M. le garde des sceaux. Mais si !

M. Edouard Le Bellegou. Les magistrats, auxquels je veux faire confiance autant que M. Jozeau-Marigné, ne sont pas non plus exclus de la connaissance des dossiers et, au nombre de ces personnes, seul l'avocat, le conseil est suspecté de divulguer ce à quoi il est tenu par le secret professionnel.

Voilà ce que, pour ma part, en tant qu'avocat respectueux des règles de ma profession, je ne peux admettre. C'est une atteinte trop grave portée aux principes. Ou alors, changez complètement la procédure adoptée. Faites-en une procédure dont vous excluez les tribunaux de forme ordinaire. Vous faites présenter la requête par un avocat, ou un avoué conseil des parties, et vous voulez qu'il soit le seul à ne pas connaître les éléments de la cause qu'il est appelé à défendre ! Cela me

paraît extraordinaire. Je ne crois pas, quelle que soit la pertinence de vos arguments sur ce point particulier, que tout se tranche dans la vie par oui ou par non. Nous savons très bien qu'il existe des arguments qui peuvent avoir une valeur dans chaque sens.

L'argument de M. le garde des sceaux a une valeur dans le sens qu'il a indiqué tout à l'heure, à savoir que si le secret était violé — et ce ne serait pas forcément par l'avocat — la validité de la procédure d'adoption pourrait être mise en cause. Il a raison sur ce point.

Mais le principe que j'ai l'honneur de défendre est encore plus important que l'intérêt au nom duquel il a pris la parole. Ce principe me paraît être plus fort que l'autre. Je demande donc au Sénat de maintenir les droits de la défense ou de ne pas lever le secret du tout.

M. le garde des sceaux. L'intérêt que j'invoque pour soutenir ma position, c'est l'intérêt de l'enfant.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je vais mettre aux voix l'amendement n° 13 rectifié, combattu par le Gouvernement...

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement ne combat pas cet amendement, mais il l'interprète dans un certain sens : la dérogation prévue dans le projet d'article n° 81 nouveau du code familial et de l'aide sociale ne lève le secret qu'en faveur des seuls magistrats.

M. Pierre Marcilhacy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. M. le garde des sceaux me permettra, avec toute l'amitié et tout le respect que je lui porte, puisqu'il est mon garde des sceaux, de lui dire que si je vote l'amendement, je lui donnerai une interprétation toute différente. *(Sourires.)*

M. le garde des sceaux. Pour que les choses soient claires, je vais proposer si le Sénat le veut bien, un sous-amendement au troisième alinéa, ainsi conçu : « Toutefois le service de l'aide sociale à l'enfance doit communiquer aux magistrats de l'ordre judiciaire, exclusivement, les dossiers. », la suite sans changement.

Je vous demande de bien vouloir mettre aux voix l'adverbe « exclusivement » celui-ci ayant la signification que je lui ai donnée dans mes explications orales.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. Je n'ai pas besoin de dire au Sénat que ce sous-amendement n'a pas été communiqué à la commission, mais ce dont je suis certain, c'est que la commission, lors de ses débats, était hostile à l'esprit de ce sous-amendement.

En effet, des règles ont été rappelées tout à l'heure et je ne crois pas que l'on puisse témoigner vis-à-vis des conseils des parties plus de méfiance que vis-à-vis des employés des services de l'enfance. Nous savons que tous ont parfaitement respecté le secret et je veux penser que tous le respecteront de la même façon.

M. le président. Je vais donc consulter le Sénat par division.

Je mets aux voix l'amendement de M. Jozeau-Marigné jusqu'aux mots : « ... magistrats de l'ordre judiciaire... » inclus. *(Ce texte est adopté.)*

M. le président. Ici se place le sous-amendement du Gouvernement tendant à ajouter le mot « exclusivement » après le

mot « judiciaire » et avant les mots « les dossiers concernant les enfants recueillis ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ce texte aux voix.

(Après une première épreuve à main levée, déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, n'adopte pas le sous-amendement.)

M. le président. La dernière partie de l'amendement de la commission n'est pas contestée.

Je mets ce texte aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'amendement, n° 13 rectifié, de la commission.

M. Bernard Lafay. Je déclare voter contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient l'article 10 de la proposition de loi.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

M. le président. Par amendement n° 14, M. Jozeau-Marigné propose, au nom de la commission de législation, de rédiger comme suit l'intitulé de la proposition de loi :

« Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive, les articles 17 et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés et l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 14.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'intitulé est donc ainsi rédigé.

— 5 —

REGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Le conseil des ministres devant se réunir jeudi prochain 24 janvier dans la matinée, la conférence des présidents se tiendra — non à onze heures comme il avait été prévu antérieurement — mais à quinze heures.

En conséquence, la séance publique sera ouverte à seize heures.

L'ordre du jour qui a été fixé pour cette séance est le suivant :

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière. [N° 321 (1961-1962) et 16 (1962-1963). — M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation ; et n° 40 (1962-1963), avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — M. Marcel Molle, rapporteur.]

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures cinquante-cinq minutes.)

Le Directeur du service de la sténographie du Sénat,
HENRY FLEURY.

Errata

*Au compte rendu intégral
de la séance du mercredi 9 janvier 1963.*

1° Page 24, 1^{re} colonne, 16^e ligne avant la fin :

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Article 3, 3^e ligne :

Au lieu de : « ... la composition des règles »,

Lire : « ... la composition, les règles ».

2° Page 39, 1^{re} colonne, 11^e ligne avant la fin :

INSTITUTION D'UNE COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Article 34, 2^e alinéa, 3^e ligne :

Au lieu de : « ... questions orales »,

Lire : « ... questions spéciales ».

*Au compte rendu intégral
de la séance du vendredi 11 janvier 1963.*

1° Page 60, 1^{re} colonne, 12^e ligne :

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Article 698 dudit code, 12^e et 13^e lignes :

Au lieu de : « a) Des crimes et délits connexes à ceux prévus au premier fait de complicité et des infractions connexes... ».

Lire : « c) Des crimes et délits énumérés ci-après, ainsi que des faits de complicité et des infractions connexes... (le reste sans changement) ».

2° Page 60, 1^{re} colonne, 29^e ligne :

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Article 698 dudit code, 7^e, 3^e ligne :

Au lieu de : « d'importation au »,

Lire : « d'importation ou ».

*Au compte rendu intégral
de la séance du mercredi 16 janvier 1963.*

Intervention de M. Léon Jozeau-Marigné :

Page 85, 1^{re} colonne, dernier alinéa, 12^e ligne :

Supprimer les mots : « ... à défaut d'existence de contrat de mariage. »

Même page, 2^e colonne :

Remplacer le premier alinéa par le texte suivant :

« Or, depuis bien des décennies, lorsque le bénéfice de l'assistance s'appliquait à une procédure de divorce ou de séparation de corps, on considérait que ces déclarations pouvaient être faites avec ce bénéfice par une femme se trouvant dans une situation difficile au point de vue pécuniaire, sans que le bureau d'assistance judiciaire l'ait expressément déclaré ».

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 22 JANVIER 1963

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout Sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul Sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'il réclame un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

2143. — 22 janvier 1963. — M. Arthur Lavy demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, en vertu des dispositions générales de l'article 1678 bis du code général des impôts, une entreprise individuelle commerciale ou industrielle peut émettre des bons de caisse anonymes, à ordre ou au porteur, et être dispensée de la déclaration des nom et adresse des bénéficiaires des intérêts en effectuant sur ces intérêts une retenue à la source au taux de l'impôt sur les sociétés (50 p. 100). Il lui demande, en outre, dans le cas où l'entreprise s'est expressément engagée à prendre à sa charge la retenue à la source de 50 p. 100, si elle a le droit de comprendre dans ses charges déductibles le montant des intérêts versés augmenté de la retenue à la source correspondante.

3144. — 22 janvier 1963. — M. Charles Naveau demande à M. le ministre des armées dans quelles conditions de logement se trouvent les familles des officiers et sous-officiers mutés en Algérie et en particulier si, disposant d'un logement appartenant à l'Etat, elles peuvent être maintenues dans les lieux pendant la période d'éloignement du chef de famille.

3145. — 22 janvier 1963. — M. André Méric attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les difficultés que rencontrent les communes de moins de 2.000 habitants pour pouvoir disposer d'un personnel qualifié, susceptible de faire face aux tâches de plus en plus nombreuses qui sont imposées aux maires de communes rurales. Ces derniers, pour assurer à leurs agents un traitement décent doivent supporter une charge incompatible avec les moyens financiers propres à leurs communes respectives. Il lui demande quelles mesures il envisage pour permettre aux collectivités locales d'obtenir de nouvelles disponibilités financières, qui assureraient le recrutement d'un personnel de plus en plus valable.

3146. — 22 janvier 1963. — M. Marcel Molle demande à M. le ministre de la justice quelle est la législation applicable à la succession d'un Musulman algérien rapatrié dans la métropole et décédé en décembre 1962, notamment en ce qui concerne les biens mobiliers lui appartenant et situés en France ; il lui fait observer que s'il s'agit de la loi du domicile du défunt, on aboutit à de très grandes difficultés du fait que ce dernier est polygame.

3147. — 22 janvier 1963. — M. Martial Brousse rappelle à M. le ministre de l'agriculture que la loi du 2 août 1960 a institué certaines mesures nécessitant, soit pour leur application, soit pour en fixer les modalités, la parution de règlements d'administration publique. Il en est ainsi de l'article 21 du code rural résultant de l'article 10 de la loi du 2 août 1960, des articles 23-1 (art. 2 de la loi), 26-1 (art. 4 de la loi), 27 (art. 5 de la loi), 30 (art. 6 de la loi), 30-1 (art. 8 de la loi), 32-1 (art. 9 de la loi). Qu'il manque également : 1° le règlement d'administration publique pour l'application de l'article 28 du code rural concernant des compétences des associations foncières ; 2° un texte d'application pour l'article 34 du code rural, pour les deux paragraphes relatifs, le premier à l'interdiction des ouvrages susceptibles de modifier l'état des lieux pendant la durée de l'opération, le deuxième relatif à la limitation de la liberté de mutations entre vifs pendant la durée des opérations également. Il lui demande si ces textes paraîtront bientôt afin de permettre l'application de la loi du 2 août 1960 en ce qui concerne les opérations de remembrement.

3148. — 22 janvier 1963. — M. Roger Delagnes expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que depuis de nombreuses années et malgré de multiples protestations, l'usine Progil de Pont-de-Claix déverse dans le Drac des quantités importantes de produits phénolés ; ces produits vont ensuite dans l'Isère et dans le Rhône. L'eau de ce fleuve est polluée au point qu'elle est impropre à la consommation. Personne n'a d'ailleurs jamais démontré que ces produits ne compromettaient pas la santé publique. Des villes comme Arles (40.000 habitants), les Saintes-Maries-de-la-Mer (3.000 habitants), Saint-Gilles (10.000 habitants) sont privées d'eau potable. Ces faits résultent d'une enquête minutieuse dont le sérieux ne saurait être mis en doute. M. le préfet des Bouches-du-Rhône et les services de la santé publique sont au courant de cette affaire particulièrement grave, et tenant compte de cette situation, il lui demande de faire connaître quelles mesures il compte prendre pour assurer aux populations de la région d'Arles (plus de 50.000 habitants), le droit à une eau potable en faisant cesser ces déversements.

3149. — 22 janvier 1963. — M. Jacques Henriot expose à M. le ministre de la justice que, au cours de la discussion, devant le Sénat, du projet de loi créant une Cour de sûreté de l'Etat, il a proposé un amendement tendant à accorder des dommages intérêts moraux et matériels aux individus victimes de garde à vue injustifiée, que cet amendement a été voté par le Sénat, mais rejeté par la commission paritaire. Or, devant le Sénat, M. le garde des sceaux a bien voulu préciser que des dispositions de droit commun donnaient déjà toute garantie d'indemnisation en cas de mesures arbitraires. Il a l'honneur de lui demander quels sont les termes des dispositions déjà existantes qui peuvent permettre à l'individu, victime d'une garde à vue injustifiée ou de toute autre mesure, d'obtenir réparation morale et matérielle.

3150. — 22 janvier 1963. — M. Michel de Pontbriand demande à M. le ministre des postes et télécommunications quel est le délai durant lequel son administration, chargée de recevoir ou d'acquiescer des mandats, garde les pièces justificatives des opérations finan-

cières. D'après des renseignements venus à sa connaissance, cette période serait relativement courte, soit deux ans. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui motivent cette dérogation aux règles générales, étant donné que les autres administrations financières ou les entreprises privées doivent conserver lesdits documents durant dix années entières et consécutives.

3151. — 22 janvier 1963. — **M. Michel de Pontbriand** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les camions affectés au ramassage du lait sont conduits à s'arrêter à proximité des exploitations des agriculteurs livranciers, parfois donc sur les routes nationales; or, d'après la réglementation établie, le stationnement sur lesdites voies est, paraît-il, interdit, d'où en certaines circonscriptions, telle celle de l'Eure, des procès-verbaux dressés à l'encontre du personnel des laiteries. Il lui demande si, par analogie à la réponse faite à la question écrite n° 15855 (*Journal officiel* n° 51, A. N., du 28 juin 1962, page 2084), on peut assimiler l'opération de ramassage du lait à un arrêt inévitable, nettement différent du stationnement et, dans l'affirmative, s'il envisage d'adresser aux préfets une circulaire invitant ces derniers à classer sans suite les procès-verbaux qui résulteraient des considérations qui précèdent.

3152. — 22 janvier 1963. — **M. Guy Petit** expose à **M. le ministre des armées** que son attention a été appelée à diverses reprises par plusieurs lettres qui lui ont été adressées par le maire de Biarritz sur le rescindement de l'hôtel de la « Rotonde », propriété du service social de l'armée, en vue de l'élargissement à dix mètres de la rue Gaston-Larre (anciennement rue Leroy), à Biarritz, opération constamment différée sans aucune raison valable. Que la reconstruction et le remembrement des immeubles sinistrés par faits de guerre de ce quartier ont été réalisés depuis 1952 avec le concours de l'Etat et dans les conditions prévues au projet d'aménagement ayant fait l'objet des arrêtés ministériels des 8 mars 1946 et 27 mai 1948. Que c'est d'ailleurs en compensation du rescindement prévu que l'autorisation de construire un étage supplémentaire sur la partie postérieure de l'immeuble de « La Rotonde » a été accordée en 1951. Que par lettre du 30 juin 1959, M. le ministre de la construction a donné l'assurance que les dépenses résultant du rescindement de l'immeuble dit « Hôtel de la Rotonde » étaient prises en charge par son département ministériel. Qu'un dossier complet de cette affaire a été adressé le 8 juin 1962 par l'architecte chargé de ces travaux à M. le lieutenant-colonel du génie à Pau qui l'a transmis en son temps au ministère des armées pour approbation des dispositions techniques. Que ces travaux constituent la phase finale d'aménagement de ce quartier et que l'attention de M. le ministre des armées est attirée une fois de plus sur l'impérieuse nécessité de l'élargissement de cette voie qui constitue en cet endroit, avec 6 mètres de largeur seulement, un goulot d'étranglement que la circulation actuelle ne permet pas raisonnablement de maintenir plus longtemps, alors que des crédits très importants ont été consacrés au rescindement de deux autres immeubles, mais que ces dépenses restent sans utilité tant que l'hôtel de « La Rotonde » forme saillie dans la rue. Il lui demande, en conséquence, de vouloir bien donner sans autres délais tous ordres adéquats à un service qui dépend de son département, pour que le seul obstacle à la bonne fin d'une opération indispensable mais coûteuse décidée par l'Etat, ne procède pas précisément d'un service d'Etat, les particuliers intéressés s'étant depuis longtemps soumis à la décision prise.

3153. — 22 janvier 1963. — **M. Amédée Bouquerel** pris **M. le ministre de l'intérieur** de bien vouloir lui faire connaître: 1° la répartition par département des subventions accordées en 1962 pour l'acquisition de matériel et d'équipements de lutte contre l'incendie; 2° le montant de la subvention de l'Etat accordée pour cette même année à la ville de Paris (préfecture de police) pour le fonctionnement du régiment de sapeurs-pompiers; 3° s'il espère améliorer le taux des subventions accordées aux collectivités locales.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application du règlement du Sénat.)

PREMIER MINISTRE

N° 1917 Guy de La Vasselais; 1918 Guy de La Vasselais; 1946 Michel Yver; 2826 Etienne Le Sassiier-Boisauné.

Secrétaire d'Etat aux affaires algériennes.

N° 2987 André Armengaud.

MINISTRE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES CULTURELLES

N° 3073 Georges Rougeron.

MINISTRE D'ETAT CHARGE DES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

N° 2360 Alfred Isautier; 2654 Lucien Bernier.

MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

N° 2953 Michel de Pontbriand; 3045 Etienne Dailly.

AGRICULTURE

N° 1767 Philippe d'Argenlieu; 2085 Lucien Bernier; 2232 Octave Bajoux; 2283 René Tinant; 2675 Michel de Pontbriand; 2846 Jean Geoffroy; 3014 Georges Rougeron.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

N° 2123 Camille Vallin; 2550 Jacques Duclos; 2694 Marie-Hélène Cardot; 2744 Jean-Louis Fournier; 2814 Raymond Boin; 3020 Pierre Mathey; 3027 Jacques Duclos; 3050 François Levacher; 3087 Marie-Hélène Cardot.

ARMEES

N° 2840 Bernard Lafay.

CONSTRUCTION

N° 2476 André Fosset.

EDUCATION NATIONALE

N° 2810 Georges Dardel; 2923 Georges Cogniot; 2977 Georges Cogniot; 2995 Gabriel Montpied; 3030 Jean-Louis Tinaud.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

N° 1091 Etienne Dailly; 1111 Camille Vallin; 1318 Paul Ribeyre; 2146 Jules Pinsard; 2168 Guy de La Vasselais; 2297 Pierre Métayer; 2400 André Armengaud; 2466 Antoine Courrière; 2469 Jules Pinsard; 2472 Victor Golvan; 2481 Auguste Billiemaz; 2572 Francis Le Basser; 2642 André Armengaud; 2755 Antoine Courrière; 2765 Marie-Hélène Cardot; 2813 Henri Prêtre; 2882 Jean Noury; 2888 Georges Cogniot; 2902 Etienne Dailly; 2904 Louis Courroy; 2916 Bernard Lafay; 2918 André Armengaud; 2929 Francis Le Basser; 2930 Francis Le Basser; 2939 Marie-Hélène Cardot; 2941 Joseph Raybaud; 2958 Emile Vanrullen; 2959 André Armengaud; 2963 Marie-Hélène Cardot; 2966 Marcel Boulangé; 2975 Edouard Bonnefous; 2976 Lucien Bernier; 2983 Marcel Lambert; 2985 Léon Jozeau-Marigné; 2986 Léon Jozeau-Marigné; 2989 Etienne Rabouin; 2997 Alain Poher; 3002 Martial Brousse; 3003 Julien Brunhes; 3005 Maurice Bayrou; 3011 Antoine Courrière; 3012 Marie-Hélène Cardot; 3013 Claude Mont; 3018 Marcel Lambert; 3026 Charles Naveau; 3028 Joseph Raybaud; 3029 Modeste Zussy; 3031 Marcel Molle; 3032 Joseph Voyant; 3033 Jean-Louis Tinaud; 3034 Robert Liot; 3040 Marie-Hélène Cardot; 3041 Ludovic Tron; 3044 Eugène Jamain; 3053 Yves Estève; 3055 André Monteil; 3057 Antoine Courrière; 3061 Marie-Hélène Cardot; 3063 Alain Poher; 3064 Alain Poher; 3065 Alain Poher; 3066 Alain Poher; 3067 Bernard Chochoy; 3070 Louis Guilou; 3079 Edouard Bonnefous; 3080 Ludovic Tron; 3083 Robert Liot; 3084 Robert Liot; 3086 Michel de Pontbriand; 3088 Alex Roubert; 3090 Charles Naveau.

Secrétaire d'Etat au budget.

N° 2901 Georges Cogniot.

INDUSTRIE

N° 3042 Maurice Coutrot.

INTERIEUR

N° 2199 Bernard Lafay; 3019 Emile Claparède; 3037 Jean Lecanuet; 3071 Georges Rougeron; 3091 Maurice Coutrot.

JUSTICE

N° 2970 André Armengaud; 3004 Jacques Bordeneuve; 3085 Jacques Bordeneuve.

RAPATRIES

N° 2947 André Armengaud; 2954 Marie-Hélène Cardot; 2973 Jean Noury.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

N° 2948 Pierre Marcilhacy; 3025 Jacques Menard; 3047 Gabriel Montpied; 3059 Roger du Halgouet; 3060 Roger du Halgouet; 3089 Henri Parisot.

TRAVAIL

N° 3051 René Tinant; 3052 Amédée Bouquerel; 3062 Joseph Voyant; 3069 Gabriel Montpied; 3081 André Méric.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

N° 2926 Georges Rougeron; 2938 Ludovic Tron; 2974 Yvon Coudé du Foresto; 2988 Jacques Duclos; 3000 Victor Golvan; 3058 Roger Lagrange; 3068 Paul Pauly.

REponses DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AGRICULTURE

3075. — **M. Georges Rougeron** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'il a été saisi de remarques par différents exploitants en ce qui concerne les ristournes sur aliments pour les animaux dans les départements sinistrés par la sécheresse. L'on fait observer que celles-ci s'appliquent à l'utilisation des pailles ou foin et blé dénaturé; elles sont refusées pour les tourteaux. Or, en ce qui

touche les bovins et ovins à l'herbage, il est fort difficile de nourrir ceux-ci de paille ou foin uniquement ou de blé dénaturé, et de ce fait certains éleveurs se trouvent défavorisés. Il demande si la question pourrait être revue, compte tenu de ces éléments. (Question du 13 décembre 1962.)

Réponse. — Les différentes mesures arrêtées en faveur des exploitants sinistrés ont été choisies dans le souci d'apporter des éléments de compensation partielle aux effets de la sécheresse sur l'élevage des gros animaux et en fonction des disponibilités intérieures. L'application de la ristourne à des ressources dont la production est déficitaire ou inégalement répartie sur le territoire était susceptible d'apporter, sur leur marché, certaines perturbations se traduisant par une hausse de prix qui, en définitive, aurait annulé l'effet de cette ristourne. C'est pourquoi il est apparu opportun de limiter la mesure en cause au blé dénaturé, la production de blé étant, cette année, particulièrement abondante dans toute la France. De plus, la ristourne de 4 F par quintal en faveur des agriculteurs sinistrés s'ajoute à une baisse générale de 1 F provenant de l'augmentation de la prime de dénaturation.

3023. — M. Martial Brousse rappelle à M. le ministre des armées que le décret n° 59-1195 du 21 octobre 1959, modifié par le décret n° 60-723 du 22 juillet 1960, a prévu l'attribution de la croix de chevalier de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 remplissant certaines conditions. Il lui demande : le nombre des dossiers restant à étudier et la date approximative à laquelle toutes les demandes justifiées seront satisfaites. (Question du 15 novembre 1962.)

Réponse. — Sur un total de 11.700 anciens combattants de la guerre 1914-1918 qui, à la date du 1^{er} décembre 1962, ont demandé à bénéficier des dispositions des décrets n°s 59-1195 et 60-723 des 21 octobre 1959 et 22 juillet 1960, 9.676 ont déjà été décorés de la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Par ailleurs, un décret portant nomination de 869 chevaliers a été publié au Journal officiel du 4 janvier 1963. Ainsi, 10.545 anciens combattants de la guerre 1914-1918 ont donc bénéficié des dispositions des textes ci-dessus. L'attention de l'honorable parlementaire est appelée sur le fait que les décrets des 21 octobre 1959 et 22 juillet 1960 ne fixant aucune forclusion, de nouvelles candidatures continuent d'être déposées dans les services du ministère des armées ; en conséquence, la date à laquelle seront honorées les demandes en cours d'instruction et celles qui se manifesteront ultérieurement ne peut être précisée.

ARMEES

3054. — M. Eugène Romaine demande à M. le ministre des armées s'il ne serait pas possible sans rompre les principes d'économies qui ont motivé l'application de la loi n° 1185 du 22 janvier 1948, article 7, de jumeler les permissions de détente et les permissions agricoles auxquelles peuvent prétendre certains militaires stationnés en Algérie, ce qui rétablirait une parité d'autant plus souhaitable qu'ils sont déjà défavorisés par l'éloignement de leur famille. (Question du 13 décembre 1962.)

Réponse. — La législation actuellement en vigueur ne permet pas d'accorder aux militaires du contingent servant en A. F. N. le bénéfice de permissions agricoles. Seul, un nouveau texte législatif, annulant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948, pourrait éventuellement modifier la situation présente dans le sens préconisé par l'honorable parlementaire. Cependant, il convient de rappeler que, conformément à la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée — article 45 — les permissions sont accordées aux militaires du contingent « en se basant sur les nécessités de l'instruction ». Aucune mesure d'ensemble ne saurait donc être prise en ce qui concerne le jumelage des permissions agricoles et de détente. Seuls, les cas individuels peuvent être réglés par les autorités hiérarchiques.

EDUCATION NATIONALE

2691. — M. Jacques Verneuil expose à M. le ministre de l'éducation nationale : que dans l'état actuel de la réglementation, il est exigé pour pouvoir entreprendre une licence de lettres, de posséder : soit le certificat d'études littéraires générales (propédeutique), soit un certificat de sciences équivalent. Or, parmi les certificats de sciences, sont seuls considérés comme équivalents : S.P.C.N., M. P. C., mathématiques générales. De ce fait, les étudiants possédant le certificat d'études physiques, chimie, biologie (P. C. B.) délivré par la faculté des sciences, certificat qui permet d'entreprendre des études de médecine, ne sont pas considérés comme possédant l'équivalence du certificat d'études littéraires générales (C. E. L. G.). Or, il semble, étant donné le peu de différence qui existe entre le P. C. B. et le S. P. C. N. (différence représentée essentiellement par une épreuve de géologie dans les matières du S. P. C. N.) que le P. C. B. soit un équivalent aussi valable que le S. P. C. N. pour pouvoir préparer une licence de lettres (psychologie, notamment). Il lui demande s'il ne lui semble pas souhaitable qu'une décision soit prise dans ce sens. (Question du 18 octobre 1962.)

Réponse. — L'arrêté du 23 mars 1962 a donné la possibilité aux doyens des facultés des lettres et sciences humaines d'accorder

par décision individuelle, après examen des cas particuliers, la dispense du C. E. L. G. en vue de la licence ès lettres à des candidats justifiant de l'un des certificats d'études supérieures préparatoires de la licence ès sciences ou d'un titre scientifique admis en équivalence. Or, le certificat d'études P. C. B. (remplacé désormais par l'examen A de la 1^{re} année de médecine) n'est pas admis en équivalence du certificat d'études supérieures préparatoires de la licence ès sciences. En effet, s'il existait entre le certificat d'études P. C. B. et le certificat d'études supérieures de S. P. C. N. des analogies de programmes, les différences étaient importantes et surtout les conditions d'examens et les niveaux étaient loin d'être identiques. Pour bénéficier de l'équivalence du certificat d'études supérieures préparatoires de la licence ès sciences, les étudiants en médecine doivent, en application de l'arrêté du 13 juin 1961, justifier du succès à l'examen de fin de 2^e année. Il serait paradoxal d'admettre en dispense de la 1^{re} année d'études en vue de la licence ès lettres un titre scientifique qui n'entraîne pas la dispense de la 1^{re} année d'études en vue de la licence ès sciences. Le conseil de l'enseignement supérieur a émis un avis formellement défavorable à l'inscription du certificat d'études P. C. B. sur la liste des titres admis en dispense du C. E. L. G.

3007. — M. Georges Cogniot demande à M. le ministre de l'éducation nationale combien de bourses ont été attribuées pour l'année scolaire 1961-1962 aux étudiants de l'enseignement supérieur privé et quel a été le taux moyen de ces bourses. (Question du 8 novembre 1962.)

Réponse. — Les renseignements demandés ont déjà été communiqués à l'occasion de la réponse faite à la question écrite n° 2894 posée par le parlementaire le 12 septembre 1962. Il est précisé que le nombre total de bourses attribuées à des étudiants de l'enseignement supérieur privé pour l'année universitaire 1961-1962 a été de 5.200. Comme dans l'enseignement supérieur public les taux s'échelonnaient de 810 NF à 3.600 NF.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

3048. — M. Marcel Molle expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un artisan, travaillant ordinairement avec son père et son frère, qui a été employé pendant quelques années avant la guerre, à défaut d'ouvrier instructeur titulaire et sans avoir fait l'objet d'un arrêté de nomination, en qualité de maître auxiliaire de forge à temps incomplet dans un collège technique municipal, étant payé sur les deniers communaux, sur production de mémoires établis par lui-même, sans cotisation d'assurances sociales. Étant entré ensuite dans un arsenal de l'Etat et sur le point de prendre sa retraite, il sollicite la validation de ces services. Il lui demande s'il pourra obtenir satisfaction et, dans l'affirmative, dans quelles conditions. (Question du 4 décembre 1962.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire comporte une réponse négative. Seuls peuvent être validés pour la retraite les services auxiliaires qui ont été accomplis de telle manière qu'ils auraient dû normalement être effectués par des personnels titulaires. Il est donc en particulier nécessaire qu'il s'agisse de services rendus à temps complet.

2932. — M. Auguste Pinton attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la situation des conducteurs des travaux publics de l'Etat en ce qui concerne leur classement dans la grille indiciaire des agents de la fonction publique. Sachant qu'à plusieurs reprises il a fait connaître qu'il avait toujours considéré comme valables les propositions présentées initialement dans le cadre de la réforme des services extérieurs des ponts et chaussées et qui tendaient au classement des conducteurs des travaux publics de l'Etat dans une échelle d'indice terminal 365 brut ; que l'aménagement des carrières de tous les fonctionnaires de la catégorie C a réglé la question sur le plan indiciaire en ce qui concerne les conducteurs des travaux publics de l'Etat, il lui rappelle que le grade de conducteur des travaux publics de l'Etat demeure classé dans l'échelle indiciaire ME1 avec une fin de carrière à l'indice brut 345. Or, en vertu des dispositions prises pour l'aménagement des carrières de tous les fonctionnaires de la catégorie C. Les conducteurs des travaux publics de l'Etat des 9^e et 10^e échelons de l'échelle ME1 peuvent accéder à l'échelle ME2 dont l'indice terminal brut est 365, cette accession n'étant cependant possible que pour un nombre d'agents, égal à 25 p. 100 de l'effectif total du corps. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer à la date du 1^{er} janvier 1962 : 1^o l'effectif des conducteurs des travaux publics de l'Etat classés en échelle ME1 aux 10^e, 9^e et 8^e échelons ; 2^o la répartition par âge des effectifs ci-dessus désignés. (Question du 4 octobre 1962.)

Question. — En application des dispositions statutaires qui les régissent, les conducteurs des travaux publics de l'Etat sont gérés à l'échelon local par les préfets. Pour répondre à la question de l'honorable parlementaire, il est donc nécessaire de procéder à une enquête dans tous les départements métropolitains et d'outre-mer. Comme il n'est pas possible d'évaluer la durée de cette enquête et du dépouillement de ses résultats, une réponse personnelle sera adressée à M. Auguste Pinton.